



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREMIER MINISTRE  
MINISTÈRE DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES  
ET DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES



délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement

# ÉTAT DES LIEUX DES BIDONVILLES EN FRANCE MÉTROPOLITAINE AU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2018



OCTOBRE 2018





PREMIER MINISTRE  
MINISTÈRE DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES  
ET DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES



**PÔLE RÉSORPTION DES BIDONVILLES**

## **ÉTAT DES LIEUX DES BIDONVILLES EN FRANCE MÉTROPOLITAINE**

JUILLET 2018

**Environ 16 090 personnes recensées sur 497 sites**

**4 186 mineurs** (environ 26% de la population des sites, pour les 308 sites pour lesquels l'information a été indiquée)

**41 départements concernés**

**Plus d'un tiers des habitants (33%) en Île-de-France** (5 357 personnes recensées sur 93 sites)

**Des populations intra-européennes sur plus de 55% des sites, soit plus de 10 773 personnes** (représentant 67% de la population totale)

**Des populations non ressortissantes de l'Union européenne sur 19% des sites, soit 1 666 personnes** (9% de la population totale)

**Des populations françaises sur 9% des sites soit 959 personnes** (6% de la population totale)

**6% des sites regroupent plusieurs catégories, soit 1 407 personnes au total** (9% de la population totale)

**Une légère augmentation du nombre des personnes en bidonvilles par rapport au précédent recensement de décembre 2017** (qui faisait état de 14 825 personnes, soit environ +1 265 personnes), due principalement à une meilleure information fournie par les correspondants départementaux, imputable à la dynamique de la nouvelle instruction du Gouvernement

### **Sommaire**

Introduction.....	p.5
Synthèse nationale.....	p.7
État des lieux par département.....	p.15



# Introduction

Cette enquête recense les **lieux - terrains, friches ou immeubles bâtis - publics ou privés, occupés de façon illégale et continue à des fins d'habitation par plusieurs ménages en France métropolitaine**. Elle inclut des sites pour lesquels une tolérance d'occupation aurait été temporairement donnée dans le cadre d'un projet de résorption de bidonville sur site.

Le recensement est réalisé **à partir des informations communiquées par les préfetures à la DIHAL à la date du 1<sup>er</sup> juillet 2018**.

Il s'inscrit dans la continuité des enquêtes réalisées par la DIHAL depuis 2013 pour comptabiliser sur le territoire national métropolitain le nombre de bidonvilles et campements illicites et le nombre de personnes y vivant.

Cette 11<sup>ème</sup> édition est la première réalisée dans le cadre de l'instruction du Gouvernement du 25 janvier 2018 visant à donner une nouvelle impulsion à la résorption des campements illicites et des bidonvilles ([http://circulaire.legifrance.gouv.fr/pdf/2018/01/cir\\_42949.pdf](http://circulaire.legifrance.gouv.fr/pdf/2018/01/cir_42949.pdf)).

En plus de la synthèse nationale habituelle, il a été réalisé **une fiche pour chaque département concerné** afin de permettre une observation plus fine des territoires.

En plus de la répartition par région et département, la synthèse nationale propose une **répartition par intercommunalités concernées**.

## Précautions méthodologiques

1. Les données présentées portent sur les bidonvilles, indépendamment de l'origine ethnique ou culturelle de leurs habitants. Elles ne permettent pas de comptabiliser le nombre de personnes s'identifiant ou identifiées comme « roms ».
2. La collecte des données par les correspondants départementaux de la DIHAL impose la prudence dans l'analyse et l'utilisation de ces données, en particulier dans l'appréciation des variations d'un recensement à l'autre et dans la précision des données.
3. L'enquête présente une photographie à un instant T d'une situation qui évolue régulièrement.



# Synthèse nationale

## Observations générales

Sur la base des données communiquées par les correspondants départementaux de la DIHAL, cette enquête fait état d'environ **16 090 personnes** (5 357 en Ile-de-France, 10 733 hors Ile-de-France) vivant dans **497 sites**. 41 départements sont concernés en France métropolitaine. **4 186 enfants mineurs** (représentant 26% des personnes vivant en campements) ont été recensés sur les 308 sites pour lesquels cette donnée a été renseignée.

Si ces données restent globalement stables à l'échelle nationale, **le nombre de personnes habitant dans des bidonvilles a légèrement augmenté entre fin décembre 2017 et fin juin 2018**, passant de 14 825 personnes à 16 090 personnes, soit une augmentation de 1265 personnes (+ 9%).

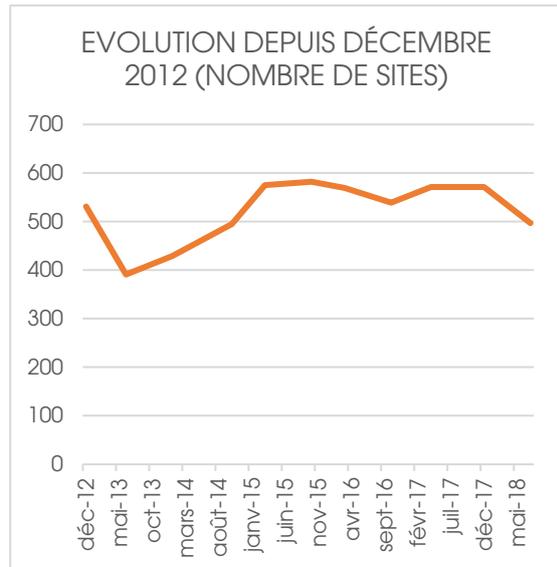
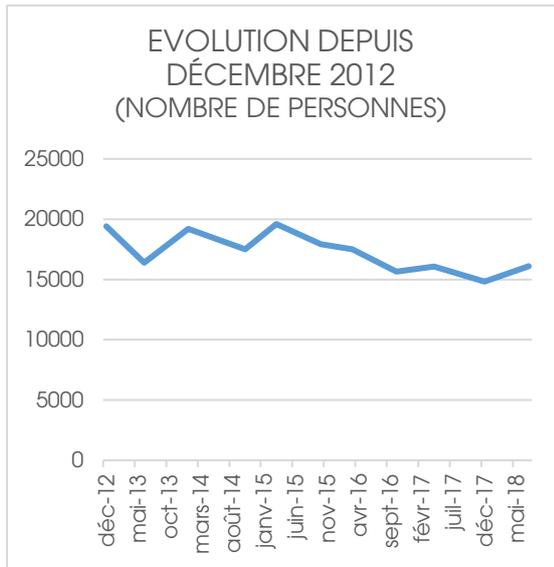
Cette augmentation s'explique principalement par deux dynamiques observées dans le mode de collecte des données, qu'il est possible d'analyser comme des effets de l'Instruction du Gouvernement du 25 janvier 2018 :

- **la participation de nouveaux départements au recensement : sept départements qui n'avaient pas participé au précédent recensement, ont remonté des informations en juin 2018. Ils cumulent à eux seuls 996 personnes, soit 79% de l'augmentation<sup>1</sup>.** Ces départements étaient déjà concernés par la présence de personnes vivant en bidonvilles mais n'avaient pas fait précédemment participé aux recensements.
- **une meilleure connaissance du nombre de personnes vivant en bidonvilles :** une meilleure implication des territoires sur les bidonvilles a eu pour conséquence une connaissance plus fine du nombre de personnes y vivant. C'est notamment le cas du Vaucluse qui, contrairement aux précédents recensements, a pour la première fois quantifié le nombre d'habitants sur l'un de ses sites, conduisant à une augmentation considérable du nombre de personnes concernées (de 0 personnes recensées en décembre 2017 à 748 personnes en juillet 2018).

**Le nombre de sites a baissé de 13%, avec une diminution en valeur absolue de 74 sites.**

	JUIN 2013	JANVIER 2014	OCTOBRE 2014	MARS 2015	OCTOBRE 2015	MARS 2016	OCTOBRE 2016	AVRIL 2017	DECEMBRE 2017	JUILLET 2018
<b>NOMBRE D'HABITANTS</b>	16399	19200	17500	19600	17929	17510	15639	16084	14825	16090
<b>NOMBRE DE SITES</b>	391	429	495	575	582	569	539	571	571	497

<sup>1</sup> Il s'agit des départements suivants : les Ardennes (71 personnes), le Calvados (451 personnes), l'Indre (160 personnes), le Loir-et-Cher (70 personnes), le Morbihan (4 personnes), la Seine-Maritime (160 personnes), la Haute-Vienne (80 personnes).



## Répartition territoriale

À l'échelle régionale

**Les 6 régions les plus concernées regroupent environ 84% de l'ensemble des personnes recensées dans les bidonvilles, soit 13 576 personnes.** Pour rappel, dans le dernier recensement ces 6 régions regroupaient 85%, soit 12 841 personnes :

- **l'Île-de-France** avec 33% des personnes recensées, **soit 5 357 personnes** ;
- **la Provence-Alpes-Côte d'Azur** avec 15 % des personnes recensées, **soit 2 350 personnes** ;
- **les Pays de la Loire**, avec 12% des personnes recensées, **soit 1 894 personnes** ;
- **l'Occitanie**, avec 9% des personnes recensées, **soit 1 477 personnes** ;
- **la Nouvelle-Aquitaine**, avec 8% des personnes recensées, **soit 1 257 personnes** ;
- **l'Auvergne-Rhône-Alpes** avec 8% des personnes recensées, **soit 1 241 personnes.**

À l'échelle départementale

**Les 5 départements les plus concernés regroupent 46% de l'ensemble des personnes (un peu moins de 7 400 personnes) recensées dans les bidonvilles :**

- **la Seine-Saint-Denis (93)** avec environ 12 % de la population recensée, **soit 1 960 personnes** ;
- **la Loire-Atlantique (44)** avec environ 12% de la population recensée, **soit 1 894 personnes** ;
- **les Bouches-du-Rhône (13)** avec 8 % de la population recensée, **soit 1 309 personnes** ;
- **la Gironde (33)** avec environ 7 % de la population recensée, **soit 1 125 personnes** ;
- **le Nord (59)** avec environ 7 % de la population recensée, **soit 1 110 personnes.**

**7 départements** intègrent pour la première fois le recensement national : les Ardennes (08), le Calvados (14), l'Indre (36), le Loir-et-Cher (41), le Morbihan (56), la Seine-Maritime (76) et la Haute-Vienne (87).

**5 départements**, représentant au total 197 personnes dans le précédent recensement, n'ont pas rapporté d'informations relatives à la présence de bidonvilles sur leur territoire, contrairement à la précédente édition la Côte d'Or (21), le Doubs (25), le Gard (30), les Landes (30) et la Loire (42).

À l'échelle infra-départementale

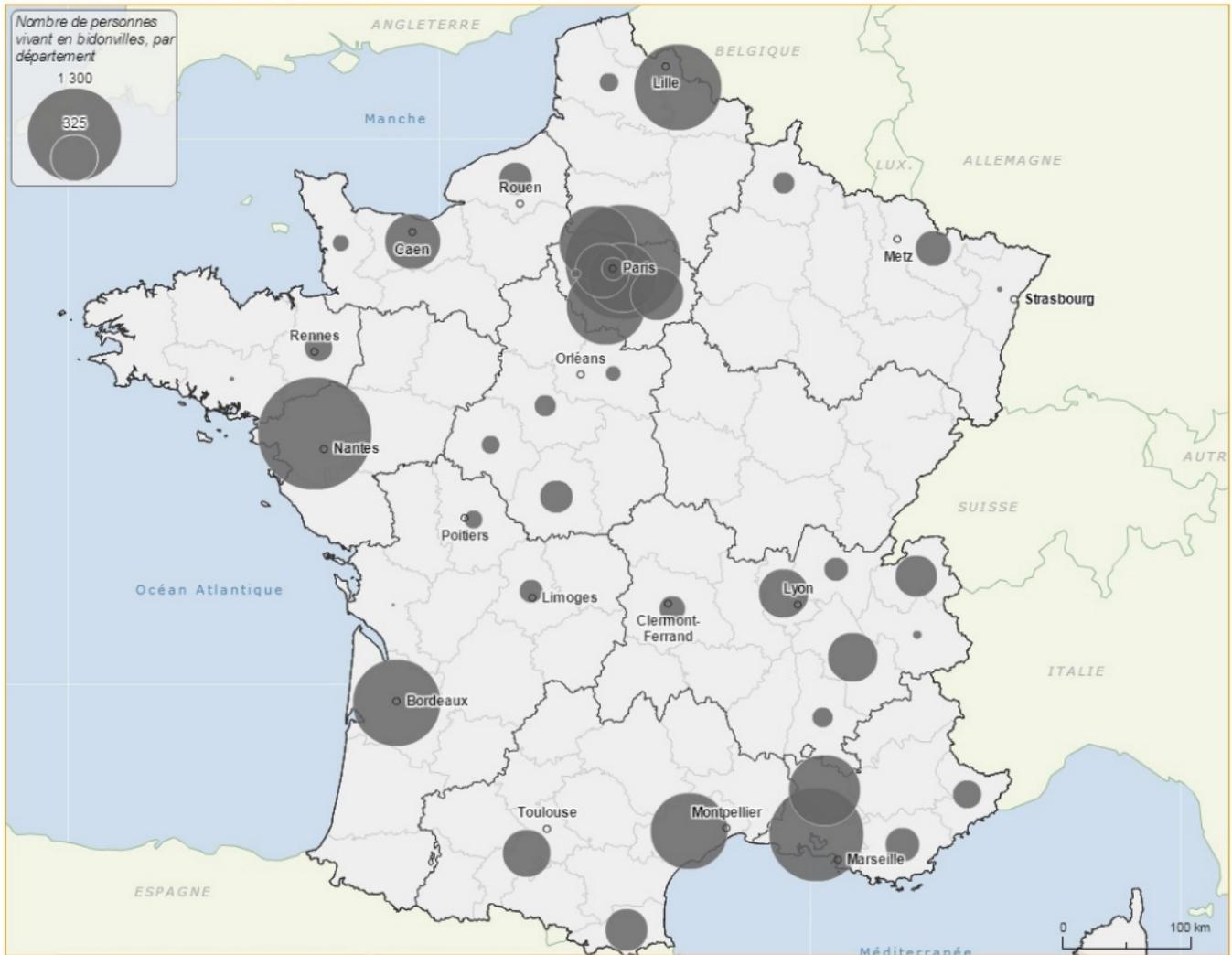
Les 10 intercommunalités les plus concernées par la présence de bidonvilles regroupent 64,5% de l'ensemble des habitants recensés, soit 10 385 personnes. Il s'agit de :

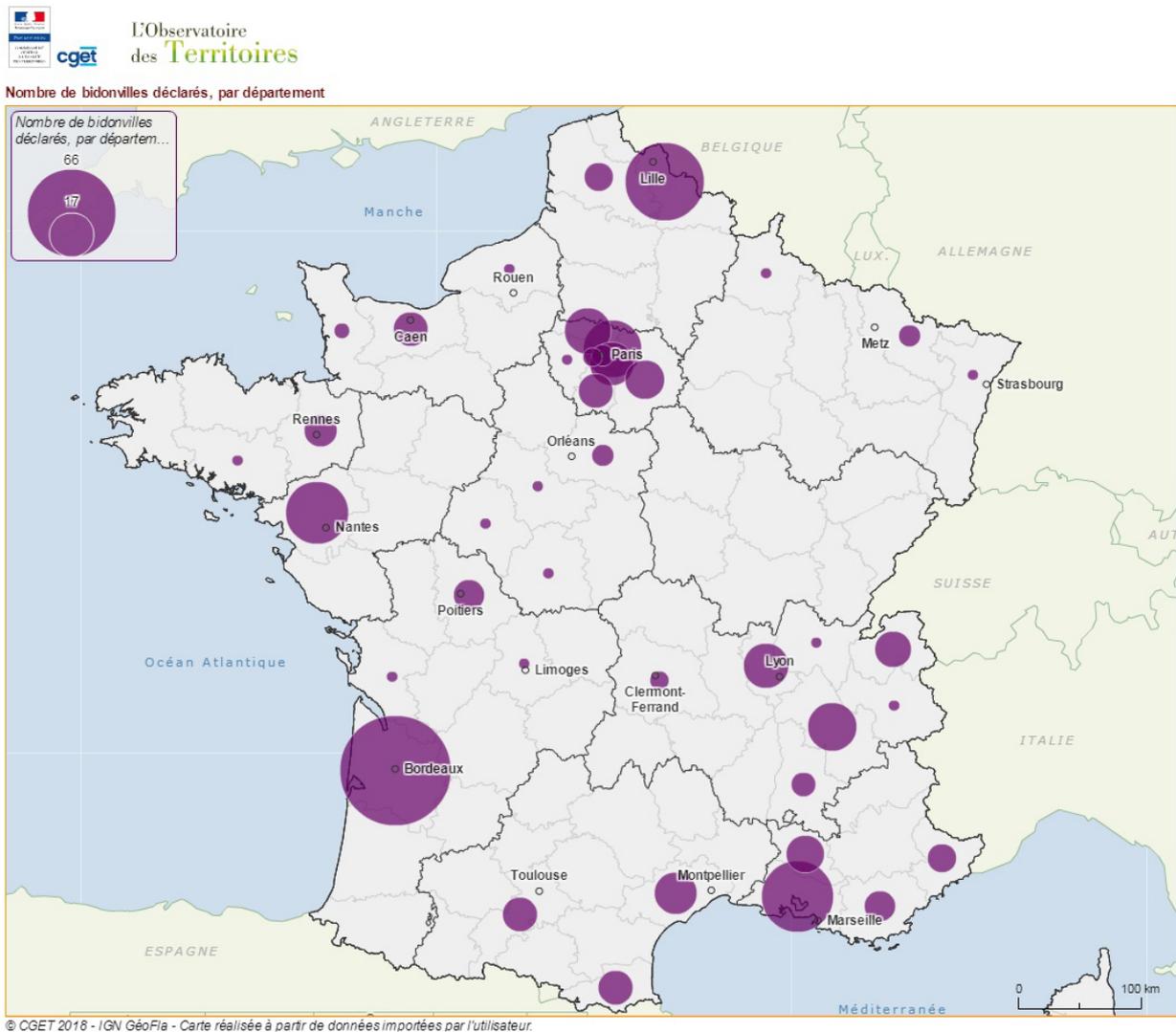
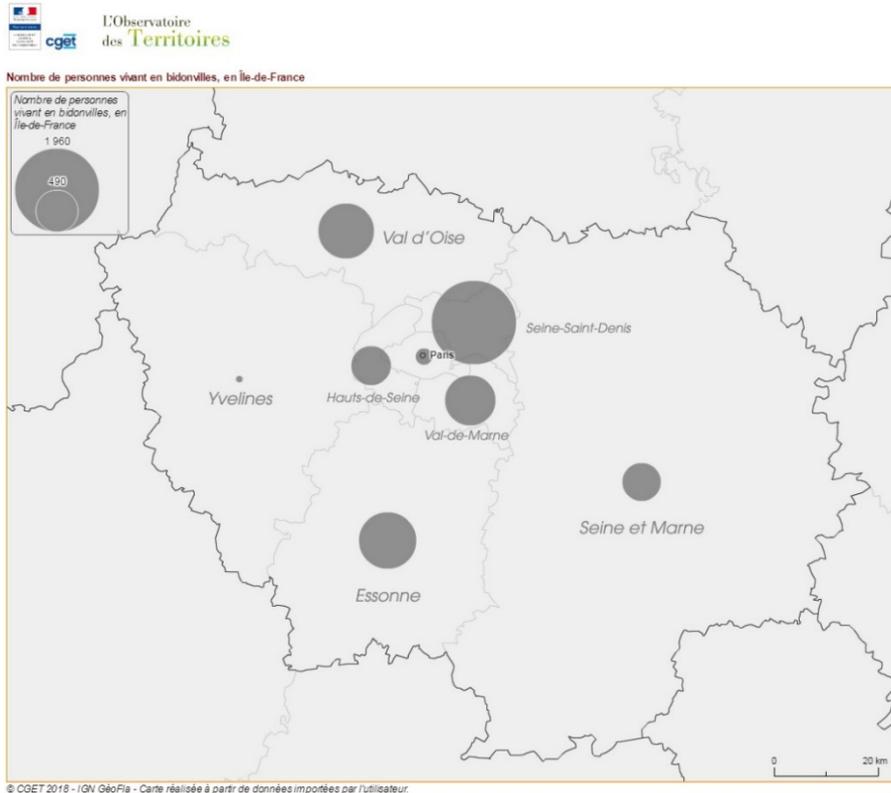
- Nantes Métropole avec 1 894 habitants (12%) ;
- Métropole Aix-Marseille Provence (MAMP) avec 1 236 habitants (8%) ;
- Bordeaux Métropole avec 1 101 habitants (7%) ;
- Est Ensemble (Métropole du Grand Paris) avec 1 071 habitant (7%) ;
- Métropole européenne de Lille (MEL) avec 1 057 habitants (7%) ;
- Plaine Commune (Métropole du Grand Paris) avec 879 habitants (5%) ;
- Montpellier Méditerranée métropole avec 840 habitants (5%) ;
- Communauté d'agglomération du Grand Avignon (Coga) avec 700 habitants (4%) ;
- Communauté d'agglomération Val d'Yerres Val de Seine avec 550 habitants (4%) ;
- Communauté urbaine Caen la Mer avec 451 habitants (3%).

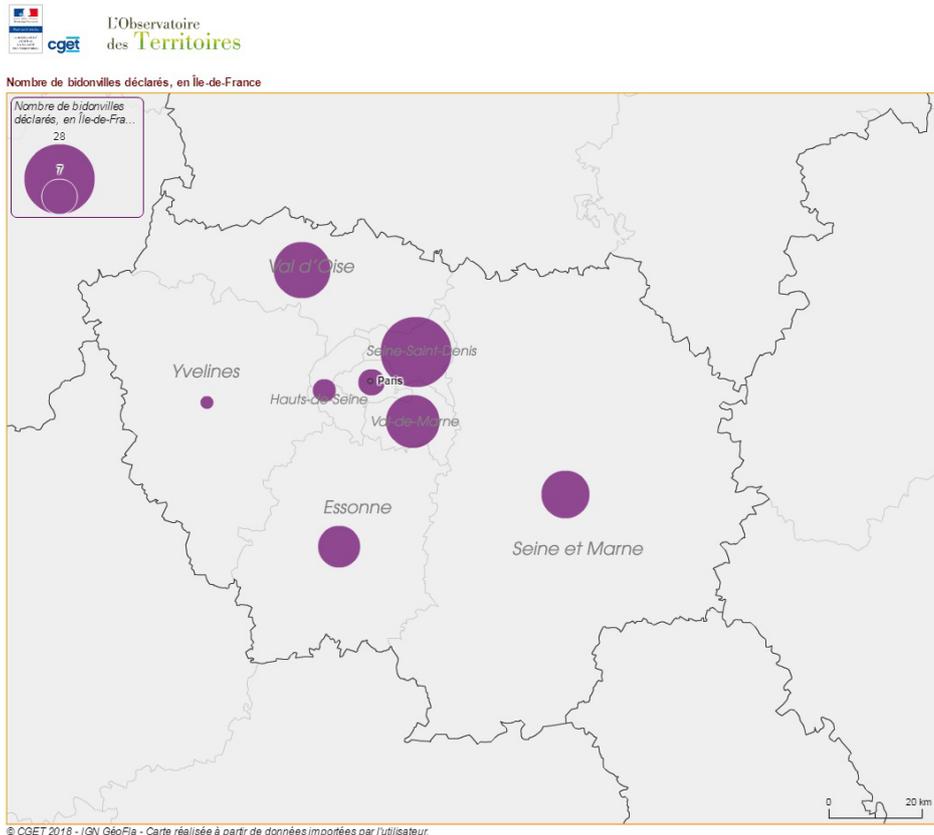


L'Observatoire  
des Territoires

Nombre de personnes vivant en bidonvilles, par département







## Principales évolutions dans les départements

Comme évoqué plus haut, l'augmentation du nombre global de personnes habitant dans des bidonvilles entre décembre 2017 et juillet 2018 (environ plus de 1 000 personnes) s'explique principalement par la participation au recensement de nouveaux départements qui avaient déjà des campements (pour rappel, principalement les **Ardennes** (+71 personnes), le **Calvados** (+451 personnes), l'**Indre** (+160 personnes), le **Loir-et-Cher** (+70 personnes), la **Seine-Maritime** (+160 personnes), la **Haute-Vienne** (+80 personnes), ainsi que par une meilleure connaissance des réalités de leurs territoires par d'autres départements (en particulier le **Vaucluse** +748 personnes), ces deux dynamiques représentant à elles seules une augmentation de plus de 1 600 personnes.

Certains autres départements qui déclaraient déjà des campements voient également leur population augmenter : c'est le cas de la **Gironde** (+131 personnes), de l'**Isère** (+123 personnes), de la **Moselle** (+99 personnes), des **Pyrénées-Orientales** (+91 personnes) et de la **Haute-Savoie** (+54 personnes), ou encore de la **Loire-Atlantique** (+143) du **Val d'Oise** (+142), de l'**Essonne** (+110) et des **Hauts-de-Seine** (+96).

Des diminutions sont observées dans certains départements, tout particulièrement en **Ille-et-Vilaine** (-342 personnes), dans les **Bouches-du-Rhône** (-126 personnes), dans le **Loiret** (-109 personnes), le **Pas-de-Calais** (-108 personnes), et dans trois départements d'Île-de-France, les **Yvelines** (-307 personnes), le **Val-de-Marne** (-535) et la **Seine-et-Marne** (-67).

## Données sur les sites recensés

### Origine des personnes

#### Parmi tous les sites recensés (497 sites) :

- 272 sites (55%) sont occupés par les citoyens européens, soit 10 773 personnes (67%) ;
- 95 sites (19%) sont occupés par les ressortissants extra-UE, soit 1 666 personnes (10%) ;
- 30 sites (6%) concernent un public « mixte », c'est-à-dire composé de personnes provenant au moins de deux de ces catégories (citoyen européen, ressortissant extra-UE, nationalité française), soit 1 407 personnes (9%) ;
- 43 sites (8%) sont occupés exclusivement par des personnes de nationalité française, soit 959 personnes (6%) ;
- 57 sites (11%) ne sont pas renseignés, ce qui concerne 1 285 personnes (8%).

### Types de sites

Dans cette édition, sur les 478 sites pour lesquels cette donnée a été renseignée (soit un taux de renseignement de 96%), il apparaît que la moitié des sites sont des terrains et l'autre moitié sont des immeubles bâtis.

Les terrains ont un poids démographique bien plus important : ils rassemblent 70% de l'ensemble des personnes recensées, soit 11 204 personnes tandis que les immeubles bâtis rassemblent 27% de ces personnes, soit 4 373 personnes.

### Types de propriétaires

L'enquête fait ressortir pour l'ensemble des sites recensés que :

- 235 sites (47%) appartiennent à un propriétaire public ;
- 218 sites (44%) appartiennent à un propriétaire privé ;
- pour 44 sites (9%), l'information sur le type de propriétaire n'a pas été renseignée.

**Cet équilibre est globalement stable.**

### Taille des sites

Sur les 474 sites pour lesquels cette donnée a été renseignée (95% de l'ensemble des sites) :

- 49% des personnes (7 932 personnes) habitent dans des **implantations de taille moyenne (de 10 à 99 personnes)** sur 259 sites (55%) ;
- **Les sites les plus peuplés (supérieur à 100 personnes)** représentent 9 % des sites (44 sites) et concentrent 43% des habitants (6 979 personnes) ;
- Seules 5% des personnes recensées (845 personnes) habitent dans des implantations de moins de 10 personnes, lesquelles représentent pourtant 36 % des sites.

Par rapport au précédent recensement, ces données semblent témoigner **d'un mouvement vers les grands sites** avec une hausse de la proportion des habitants des grands sites de 36% à 43%. Les sites de taille moyenne concentrent 49% des habitants, contre 58% lors du précédent recensement.

Les sites de petite taille représentaient 45% des sites lors du 10<sup>ème</sup> recensement et concentraient 6% des personnes, contre 36% des sites concentrant 5% actuellement.

### Durée d'installation

Sur les 445 sites pour lesquels cette donnée a été renseignée (89 % de l'ensemble des sites), il apparaît que :

- 42% des sites sont installés depuis moins d'un an (41% en décembre 2017) ;
- 23 % des sites ont entre 1 et 2 ans d'ancienneté (24% en décembre 2017) ;
- 20 % des sites ont entre 2 et 5 ans d'ancienneté (24% en décembre 2017) ;
- 15 % des sites ont plus de 5 ans d'ancienneté (12% en décembre 2017).

Cette édition montre que la durée moyenne d'installation des sites évolue peu.

### Accès à l'eau, à l'électricité, ramassage des déchets, actions sur les sites

- 145 sites ont fait au moins l'objet d'un diagnostic social ou ont un diagnostic prévu.
- 119 sites font l'objet d'une action spécifique de résorption des bidonvilles
- 72 sites ont accès à l'eau (pour 224 sites renseignés).
- 54 sites ont accès à l'électricité (pour 192 sites renseignés).
- 126 sites bénéficient d'un système d'évacuation des déchets (pour 213 sites renseignés).

## Tableau de synthèse

Nom région	Département		Nombre d'habitants			Nombre de bidonvilles					
			Nombre d'habitants	Evolution nombre de personnes	Evolution %	Total régional	Nombre de sites	Evolution nombre de sites	Evolution %	Total régional	Proportion
Auvergne-Rhône-Alpes	1	Ain	85	0	0%	1241	1	0	0%	58	11,67%
	26	Drôme	62	-30	-33%		5	1	25%		
	38	Isère	363	123	51%		20	9	82%		
	63	Puy-de-Dôme	99	-11	-10%		3	-1	-25%		
	69	Rhône	360	44	14%		17	-4	-19%		
	73	Savoie	12	-18	-60%		1	0	0%		
Bretagne	35	Ile-et-Vilaine	114	-342	-75%	118	9	-5	-36%	10	2,01%
	56	Morbihan *	4	0	0%		1	0	0%		
Centre-Val de Loire	45	Loiret	34	-109	-76%	314	4	-39	-91%	7	1,41%
	36	Indre *	160	160	/		1	1	/		
	37	Indre-et-Loire	50	0	0%		1	0	0%		
	41	Loir-et-Cher *	70	70	/		1	1	/		
Grand Est	8	Ardennes *	71	71	/	267	1	1	/	6	1,21%
	57	Moselle	191	99	108%		4	0	0%		
	67	Bas-Rhin	5	-3	-38%		1	0	0%		
Hauts-de-France	59	Nord	1110	53	5%	1163	52	3	6%	59	11,87%
	62	Pas-de-Calais	53	-108	-67%		7	-8	-53%		
Ile-de-France	75	Paris	77	-15	24%	5357	4	0	0%	93	18,71%
	77	Seine-et-Marne	410	-67	-14%		13	-8	-38%		
	78	Yvelines	13	-307	-96%		1	-3	-75%		
	91	Essonne	903	110	14%		10	-8	-44%		
	92	Hauts-de-Seine	433	96	28%		3	2	200%		
	93	Seine-Saint-Denis	1960	73	4%		28	-1	-3%		
	94	Val-de-Marne	707	-535	-43%		16	-12	-43%		
	95	Val d'Oise	854	142	20%		18	-1	-5%		
Normandie	14	Calvados *	451	451	/	652	10	10	/	13	2,62%
	50	Manche	41	21	105%		2	1	100%		
	76	Seine-Maritime *	160	160	/		1	1	/		
Nouvelle-Aquitaine	17	Charente-Maritime	2	-1	-33%	1257	1	0	0%	113	22,74%
	33	Gironde	1125	131	13%		103	-8	-7%		
	86	Vienne	50	0	0%		8	4	100%		
	87	Haute-Vienne *	80	80	/		1	1	/		
Occitanie	31	Haute-Garonne	337	26	8%	1477	10	1	11%	35	7,04%
	34	Hérault	873	22	3%		15	1	7%		
	66	Pyrénées-Orientales	267	91	52%		10	2	25%		
Pays de la Loire	44	Loire-Atlantique	1894	143	8%	1894	33	-1	-3%	33	6,64%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	6	Alpes-Maritimes	120	-80	-40%	2350	7	5	250%	70	14,08%
	13	Bouches-du-Rhône	1309	-126	-9%		43	-4	-9%		
	83	Var	173	12	7%		8	-6	-43%		
	84	Vaucluse	748	748	/		12	0	0%		
<b>Total</b>			<b>16090</b>				<b>497</b>				

\* Territoire n'ayant pas participé au précédent recensement (décembre 2017). Les évolutions dans le présent tableau sont recensées par rapport aux chiffres du recensement précédent. Certains territoires ont remonté a posteriori des informations sur des bidonvilles à la date du précédent recensement. Ces informations sont indiquées, le cas échéant, dans les fiches territoriales.

# ÉTAT DES LIEUX PAR DÉPARTEMENT

Cet état des lieux par département propose un zoom sur la situation de chaque département concerné, afin de contribuer à mesurer sur le moyen et long terme les progrès vers l'objectif de résorption durable des bidonvilles inscrit dans l'Instruction du Gouvernement du 25 janvier 2018.

## Précisions méthodologiques :

- La notion de **diagnostic** fait référence aux diagnostics sociaux réalisés par des opérateurs en amont d'une action de résorption ou d'une opération d'évacuation. Ces diagnostics visent notamment à identifier la situation et les besoins des personnes, à repérer le contexte territorial et les acteurs en présence.
- L'**inclusion dans un dispositif spécifique** pour l'insertion des personnes désigne les cas où les sites font l'objet d'une action visant à accompagner socialement tout ou partie des habitants vers l'insertion (à l'échelle du site lui-même ou du territoire).
- La **durée d'occupation des sites existants** est la durée moyenne écoulée entre l'installation des sites et le 30 juin 2018, date du 11<sup>ème</sup> recensement.

## Départements concernés

01 Ain  
06 Alpes-Maritimes  
08 Ardennes  
13 Bouches-du-Rhône  
14 Calvados  
17 Charente-Maritime  
26 Drôme  
31 Haute-Garonne  
33 Gironde  
34 Hérault  
35 Ille-et-Vilaine  
36 Indre  
37 Indre-et-Loire  
38 Isère  
41 Loir-et-Cher  
44 Loire-Atlantique  
45 Loiret  
50 Manche  
56 Morbihan  
57 Moselle

59 Nord  
62 Pas-de-Calais  
63 Puy-de-Dôme  
66 Pyrénées-Orientales  
67 Bas-Rhin  
69 Rhône  
73 Savoie  
74 Haute-Savoie  
75 Paris  
76 Seine-Maritime  
77 Seine-et-Marne  
78 Yvelines  
83 Var  
84 Vaucluse  
86 Vienne  
87 Haute-Vienne  
91 Essonne  
92 Hauts-de-Seine  
93 Seine-Saint-Denis  
94 Val-de-Marne  
95 Val-d'Oise



# 11<sup>ÈME</sup> RECENSEMENT NATIONAL

## JUILLET 2018



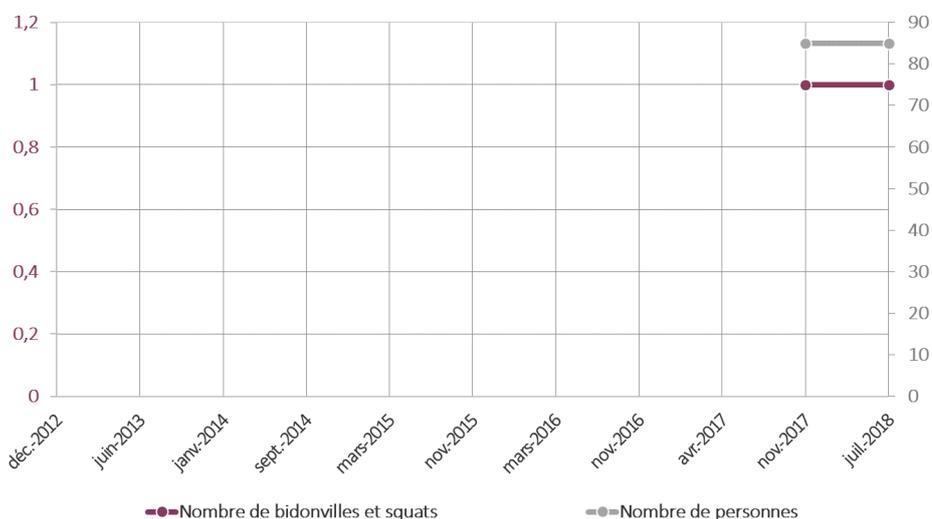
### Chiffres clés

- **85 personnes sur 1 site**  
**Le nombre de personnes vivant dans des bidonvilles est stable par rapport au recensement de décembre 2017**  
(85 personnes sur 1 site)
- À l'échelle nationale, 26<sup>ème</sup> département le plus concerné  
0,53% de la population nationale vivant en bidonvilles

#### Publics

- 1 site avec un public extra-UE
- 33 mineurs sur le site

### Evolution depuis 2012



N.B. Avant novembre 2017, ce département n'avait communiqué aucune donnée à la Dihal

### Villes concernées

- **Bourg-en-Bresse**  
1 site - 85 personnes

### Intercommunalités concernées

- **Bassin de Bourg-en-Bresse**  
1 site - 85 personnes

### Types d'occupation

- 1 immeuble bâti

### Nature du propriétaire

- 1 propriétaire privé

### Diagnostics / Actions

- Aucun diagnostic n'a été réalisé
- Aucun diagnostic n'est prévu à court terme
- Le site est inclus dans un dispositif spécifique pour l'insertion des personnes

### Durée d'occupation du site existant

- Durée moyenne : 30 mois  
Le bidonville existe depuis 2016

# 11<sup>ÈME</sup> RECENSEMENT NATIONAL

## JUILLET 2018

ALPES-MARITIMES



### Chiffres clés

#### - 120 personnes réparties sur 7 sites

**Le nombre de personnes vivant dans des bidonvilles a diminué de 40% par rapport au recensement de décembre 2017**

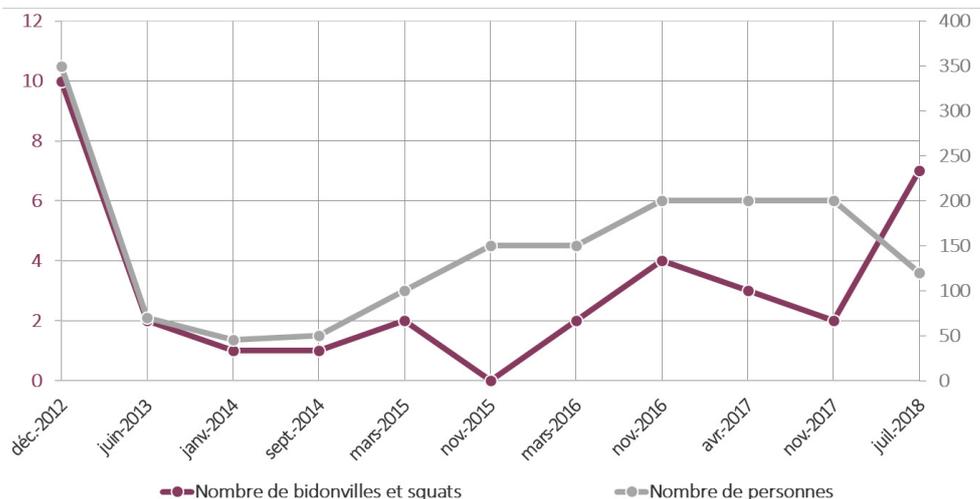
(200 personnes sur 2 sites)

- À l'échelle nationale, 23<sup>ème</sup> département le plus concerné
- 0,75% de la population nationale vivant en bidonvilles

#### Publics (2 sites renseignés)

- 1 site avec un public intra-UE
- 1 site avec un public « mixte » intra et extra-UE
- Nombre de mineurs NC

### Evolution depuis 2012



### Types d'occupation

- 2 terrains
- 5 immeubles bâtis

### Nature des propriétaires (pour 6 sites renseignés)

- 2 propriétaires publics
- 4 propriétaires privés

### Diagnostics / Actions (pour 3 sites renseignés)

- Diagnostic réalisé sur 1 site
- Diagnostics prévus à court terme sur 2 sites
- 4 sites n'ont pas été diagnostiqués
- Aucun site n'est inclus dans un dispositif spécifique pour l'insertion des personnes

### Villes concernées

- **Nice**  
5 sites - 100 personnes
- **Cannes**  
1 site - 20 personnes
- **Antibes**  
1 site - NC

### Intercommunalités concernées

- **Métropole Nice Côte d'Azur**  
5 sites - 100 personnes
- **Cannes Pays de Lérins**  
1 site - 20 personnes
- **Sophia Antipolis**  
1 site - NC

### Durée d'occupation des sites existants

- NC

# 11<sup>ÈME</sup> RECENSEMENT NATIONAL JUILLET 2018



## Chiffres clés

- **71 personnes réparties sur 1 site**  
**Ce département participe pour la première fois à l'état des lieux national des bidonvilles**
- À l'échelle nationale, 29<sup>ème</sup> département le plus concerné  
0,44% de la population nationale vivant en bidonvilles

### Publics

- 1 site avec un public français
- 31 mineurs sur le site

### Villes concernées

- **Charleville-Mézières**  
1 site - 71 personnes

### Intercommunalités concernées

- **Ardenne-Métropole**  
1 site - 71 personnes

### Types d'occupation

- 1 terrain

### Nature du propriétaire

- 1 propriétaire public

### Diagnostics / Actions

- Diagnostic réalisé sur 1 site
- Le site est inclus dans un dispositif spécifique pour l'insertion des personnes

### Durée d'occupation du site existant

- Date d'installation inconnue, toutefois, on parle de « plusieurs dizaines d'années »

# 11<sup>ÈME</sup> RECENSEMENT NATIONAL

## JUILLET 2018

BOUCHES-DU-RHÔNE



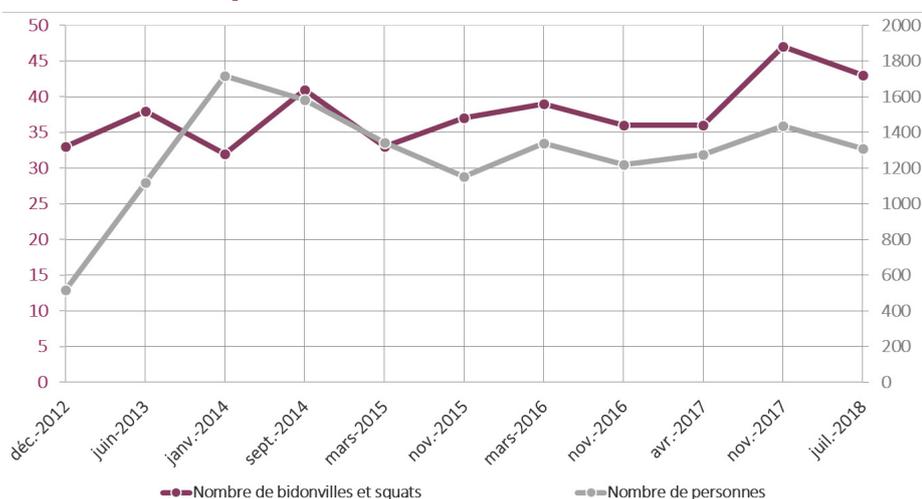
### Chiffres clés

- **1309 personnes réparties sur 43 sites**  
**Le nombre de personnes vivant dans des bidonvilles a diminué de 9% par rapport au dernier recensement de décembre 2017** (1435 personnes et 47 sites)
- À l'échelle nationale, 3<sup>ème</sup> département le plus concerné  
8,14% de la population nationale vivant en bidonvilles

### Publics

- 41 sites avec un public intra-UE
- 1 site avec un public extra-UE
- 1 site avec un public « mixte » intra et extra-UE
- 133 mineurs (9 sites renseignés)

### Evolution depuis 2012



### Types d'occupation (pour 38 sites renseignés)

- 17 terrains
- 21 immeubles bâtis

### Nature des propriétaires (pour 39 sites renseignés)

- 25 propriétaires publics
- 14 propriétaires privés

### Diagnostics / Actions

- Diagnostics réalisés sur 14 sites
- Diagnostic prévu à court terme sur 1 site
- 28 sites n'ont pas été diagnostiqués
- 3 sites sont inclus dans un dispositif spécifique pour l'insertion des personnes

### Durée d'occupation des sites existants (pour 42 sites renseignés)

- Durée moyenne : 28 mois
- 3 bidonvilles existent depuis 2012
- 2 bidonvilles depuis 2013
- 1 bidonville depuis 2014
- 11 bidonvilles depuis 2015
- 9 bidonvilles depuis 2016
- 13 bidonvilles depuis 2017
- 3 bidonvilles depuis 2018

### Villes concernées

- **Marseille**  
27 sites - 691 personnes
- **Aix-en-Provence**  
5 sites - 253 personnes
- **Aubagne**  
3 sites - 135 personnes
- **Marignane**  
1 site - 110 personnes
- **Arles**  
2 sites - 73 personnes
- **Vitrolles**  
3 sites - 43 personnes
- **Fos-sur-Mer et Bouc-Bel-Air**  
2 sites - 4 personnes

### Intercommunalités concernées

- **Métropole Aix-Marseille-Provence**  
41 sites - 1236 personnes
- **Arles-Crau-Camargue-Montagnette**  
2 sites - 73 personnes

# 11<sup>ÈME</sup> RECENSEMENT NATIONAL

## JUILLET 2018

# CALVADOS

14

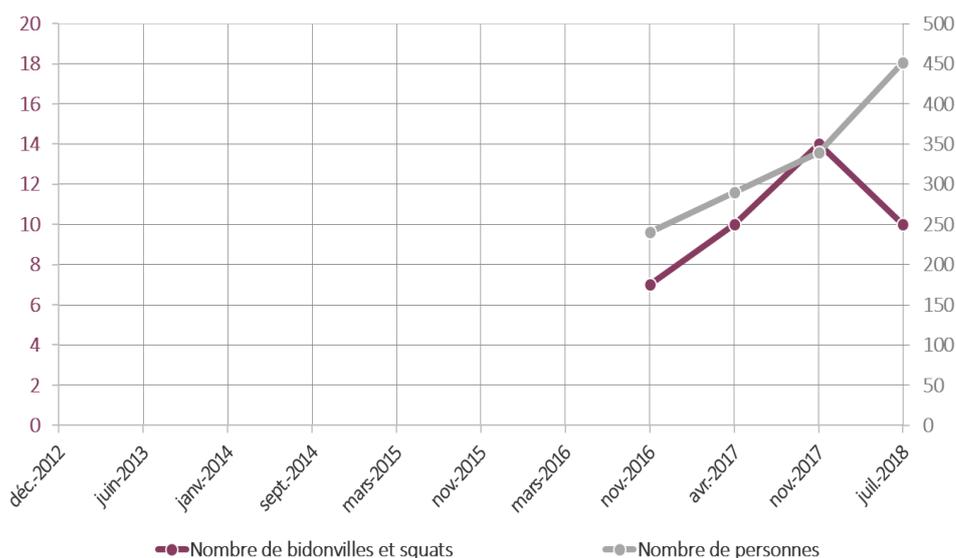
## Chiffres clés

- **451 personnes réparties sur 10 sites**  
**Ce département participe pour la première fois à l'état des lieux national des bidonvilles, mais a pu retracer l'évolution des chiffres depuis 2016. Le nombre de personnes a augmenté de 33% par rapport à décembre 2017**  
(340 habitants sur 14 sites)
- À l'échelle nationale, 11<sup>ème</sup> département le plus concerné  
2,80% de la population nationale vivant en bidonvilles

### Publics

- 10 sites avec un public extra-UE
- 78 mineurs (9 sites renseignés)

## Evolution depuis 2012



## Types d'occupation

- 10 immeubles bâtis

## Nature des propriétaires

- 4 propriétaires publics
- 6 propriétaires privés

## Diagnostics / Actions

- Diagnostics réalisés sur 3 sites
- Diagnostics prévus à court terme sur 4 sites
- 3 sites n'ont pas été diagnostiqués
- 2 sites sont inclus dans un dispositif spécifique pour l'insertion des personnes

## Durée d'occupation moyenne des sites existants

- Durée moyenne : 14 mois
- 1 bidonville existe depuis 2015
- 1 bidonville depuis 2016
- 7 bidonvilles depuis 2017
- 1 bidonville depuis 2018

## Villes concernées

- **Caen**  
7 sites - 365 personnes
- **Mondeville**  
2 sites - 56 personnes
- **Fleury-sur-Orne**  
1 site - 30 personnes

## Intercommunalités concernées

- **Communauté urbaine Caen la Mer**  
10 sites - 451 personnes

# 11<sup>ÈME</sup> RECENSEMENT NATIONAL JUILLET 2018

CHARENTE-  
MARITIME



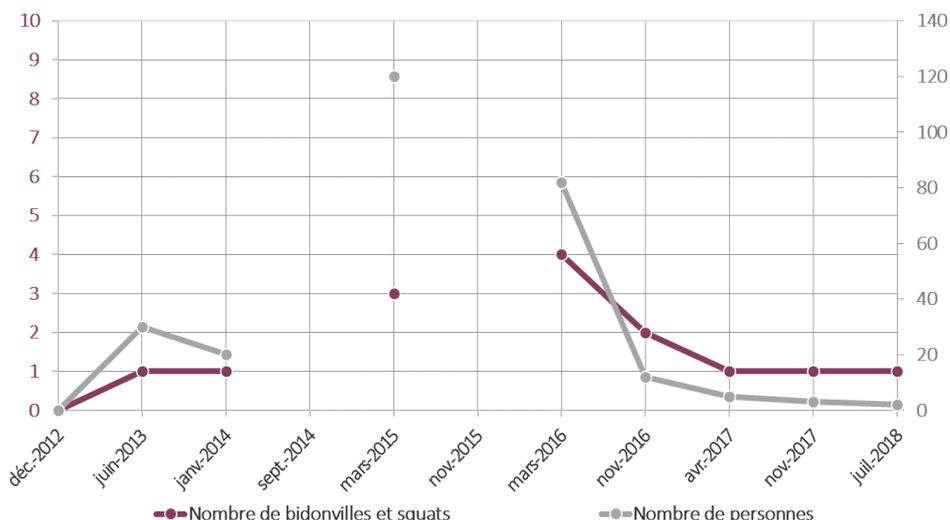
## Chiffres clés

- **2 personnes sur 1 site**  
**Le nombre de personnes vivant dans des bidonvilles est stable par rapport au recensement de décembre 2017** (3 personnes sur 1 site)
- À l'échelle nationale, 41<sup>ème</sup> département le plus concerné  
0,01% de la population nationale vivant en bidonvilles

### Publics

- 1 site avec un public intra-UE
- Aucun mineur recensé

## Evolution depuis 2012



## Types d'occupation

- 1 terrain

## Nature du propriétaire

- 1 propriétaire public

## Diagnostics / Actions

- Le site a fait l'objet d'un diagnostic
- Le site est inclus dans un dispositif spécifique pour l'insertion des personnes

## Durée d'occupation du site existant

- Durée moyenne : 66 mois  
1 bidonville existe depuis 2013

## Villes concernées

- **La Rochelle**  
1 site - 2 personnes

## Intercommunalités concernées

- **Communauté agglomération de La Rochelle**  
1 site - 2 personnes

# 11<sup>ÈME</sup> RECENSEMENT NATIONAL

## JUILLET 2018

# DRÔME



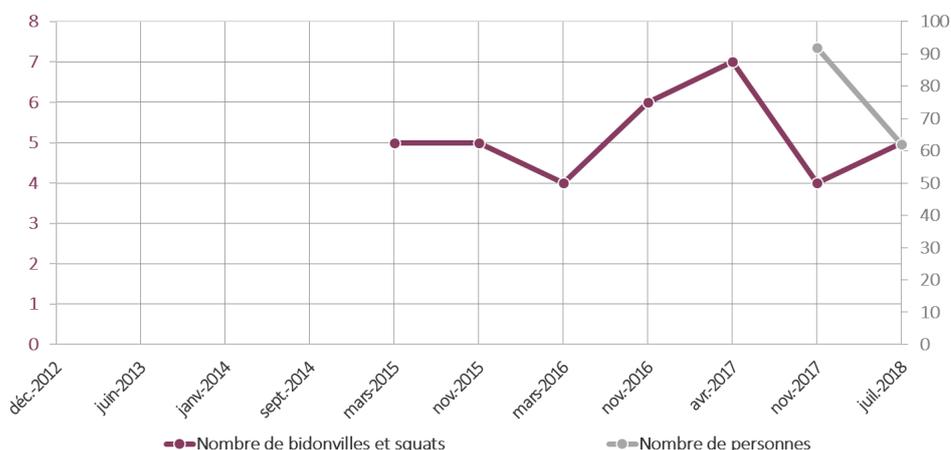
## Chiffres clés

- **62 personnes réparties sur 5 sites**  
**Le nombre de personnes vivant dans des bidonvilles a diminué de 33% par rapport au dernier recensement de décembre 2017** (92 personnes sur 4 sites)
- À l'échelle nationale, 31<sup>ème</sup> département le plus concerné  
0,39% de la population nationale vivant en bidonvilles

### Publics

- 4 sites avec un public « mixte » dont :
  - 2 avec un public français et intra-UE
  - 2 avec un public intra-UE et extra-UE
- 1 site avec un public français
- 5 mineurs (2 sites renseignés)

## Evolution depuis 2012



## Types d'occupation

- 5 terrains

## Nature des propriétaires

- 5 propriétaires publics

## Diagnostics / Actions (pour 4 sites renseignés)

- Diagnostics réalisés sur 4 sites
- Aucun dispositif spécifique pour l'insertion des personnes n'est prévu

## Durée d'occupation des sites existants

- Durée moyenne : 14 mois
- 1 bidonville existe depuis 2015
- 1 bidonville depuis 2017
- 3 bidonvilles depuis 2018

## Villes concernées

- **Mirabel-aux-Baronnies**  
2 sites - 23 personnes
- **Bourg-de-Péage**  
1 site - 20 personnes
- **Valence**  
2 sites - 19 personnes

## Intercommunalités concernées

- **Communauté agglomération Valence Romans Agglo**  
3 sites - 39 personnes
- **Communauté de communes de Baronnies en Drôme Provençale**  
2 sites - 23 personnes

# 11<sup>ÈME</sup> RECENSEMENT NATIONAL

## JUILLET 2018

HAUTE-GARONNE



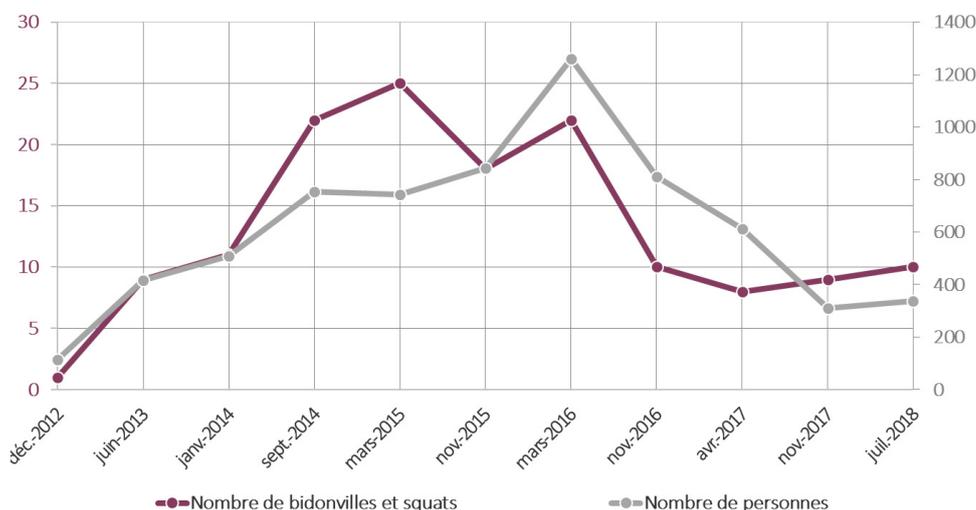
### Chiffres clés

- **337 personnes réparties sur 10 sites**  
**Le nombre de personnes vivant dans des bidonvilles a augmenté de 8% par rapport au dernier recensement de décembre 2017** (311 personnes sur 9 sites)
- À l'échelle nationale, 16<sup>ème</sup> département le plus concerné  
2,09% de la population nationale vivant en bidonvilles

#### Publics (9 sites renseignés)

- 4 sites avec un public intra-UE
- 5 sites avec un public extra-UE
- 41 mineurs (3 sites renseignés)

### Evolution depuis 2012



### Types d'occupation

- 7 terrains
- 3 immeubles bâtis

### Nature des propriétaires

- 5 propriétaires publics
- 4 propriétaires privés
- 1 propriétaire NC

### Diagnostics / Actions

- Diagnostics réalisés sur 2 sites
- 8 sites n'ont pas été diagnostiqués
- Aucun diagnostic n'est prévu à court terme
- Aucun site n'est inclus dans un dispositif spécifique pour l'insertion des personnes

### Villes concernées

- **Toulouse**  
10 sites - 337 personnes

### Intercommunalités concernées

- **Toulouse Métropole**  
10 sites - 337 personnes

### Durée d'occupation des sites existants

- Durée moyenne : 18 mois
- 1 bidonville existe depuis 2012
- 1 bidonville depuis 2013
- 3 bidonville depuis 2017
- 5 bidonville depuis 2018

# 11<sup>ÈME</sup> RECENSEMENT NATIONAL

## JUILLET 2018

# GIRONDE



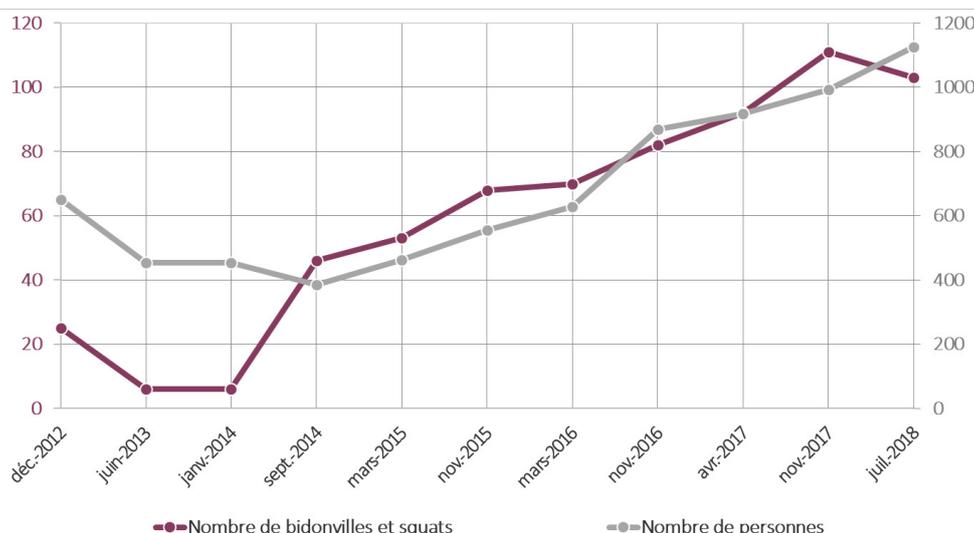
## Chiffres clés

- **1125 personnes réparties sur 103 sites**  
**Le nombre de personnes vivant dans des bidonvilles a augmenté de 13% par rapport au recensement de décembre 2017** (994 personnes sur 111 sites)
- À l'échelle nationale, 4<sup>ème</sup> département le plus concerné  
6,99% de la population nationale vivant en bidonvilles

### Publics (99 sites renseignés)

- 26 sites avec un public intra-UE
- 45 sites avec un public extra-UE
- 19 sites avec public français
- 9 sites avec public « mixte » :
  - 4 avec un public français et intra-UE
  - 3 avec un public français et extra-UE
  - 1 avec un public français, intra et extra-UE
  - 1 avec public intra et extra-UE
- 279 mineurs (56 sites renseignés)

## Evolution depuis 2012



## Types d'occupation

- 1 terrain
- 102 immeubles bâtis

## Nature des propriétaires (pour 94 sites renseignés)

- 30 propriétaires publics
- 64 propriétaires privés

## Diagnostics / Actions (pour 101 sites renseignés)

- Diagnostics réalisés sur 4 sites
- Aucun diagnostic prévu à court terme
- 97 sites n'ont pas été diagnostiqués
- 3 sites sont inclus dans un dispositif spécifique pour l'insertion des personnes

## Durée d'occupation des sites existants

- Durée moyenne : 15 mois
- 1 bidonville existe depuis 2006
- 1 bidonville depuis 2013
- 4 bidonvilles depuis 2014
- 8 bidonvilles depuis 2015
- 10 bidonvilles depuis 2016
- 55 bidonvilles depuis 2017
- 24 bidonvilles depuis 2018

## Villes concernées

- **Bègles**  
24 sites – 388 personnes
- **Bordeaux**  
32 sites – 374 personnes
- **Floirac**  
7 sites – 84 personnes
- **Mérignac**  
12 sites – 79 personnes
- **Cenon**  
5 sites – 48 personnes
- **Pessac**  
4 sites – 39 personnes
- **Villenave d'Ornon**  
3 sites – 37 personnes
- **Eysines**  
6 sites – 22 personnes
- **Cestas**  
1 site – 20 personnes
- **Talence**  
4 sites – 13 personnes
- **Gradignan**  
2 sites – 9 personnes
- **Ambarès-et-Lagrave**  
1 sites – 4 personnes
- **Arès**  
1 site – 4 personnes
- **Le Bouscat**  
1 site – 4 personnes

## Intercommunalités concernées

- **Bordeaux Métropole**  
101 sites – 1101 personnes
- **Communauté de communes Jalle-Eau-Bourde**  
1 site – 20 personnes
- **Communauté d'agglomération du Bassin d'Arcachon Nord – COBAN Atlantique**  
1 site – 4 personnes

# 11<sup>ÈME</sup> RECENSEMENT NATIONAL

## JUILLET 2018

# HÉRAULT

34

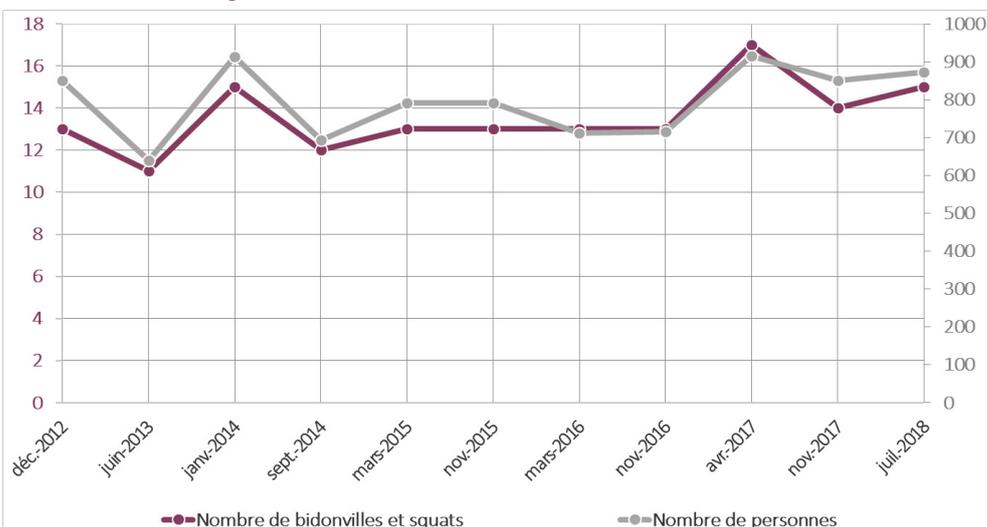
## Chiffres clés

- **873 personnes réparties sur 15 sites**  
**Le nombre de personnes vivant dans des bidonvilles est globalement stable depuis le recensement de décembre 2017** (851 habitants et 14 sites)
- À l'échelle nationale, 7<sup>ème</sup> département le plus concerné  
5,43% de la population nationale vivant en bidonvilles

### Publics

- 7 sites avec un public intra-UE
- 5 sites avec un public extra-UE
- 3 sites avec un public « mixte » extra-UE et intra-UE
- 405 mineurs (14 sites renseignés)

## Evolution depuis 2012



## Types d'occupation

- 13 terrains
- 2 immeubles bâtis

## Nature des propriétaires (pour 12 sites renseignés)

- 5 propriétaires publics
- 7 propriétaires privés

## Diagnostics / Actions

- Diagnostics réalisés sur 12 sites
- Diagnostic prévu à court terme sur 1 site
- 2 sites n'ont pas été diagnostiqués
- 12 sites sont inclus dans un dispositif spécifique pour l'insertion des personnes

## Villes concernées

- **Montpellier**  
11 sites - plus de 810 personnes
- **Lattes**  
1 site - 30 personnes
- **Béziers**  
2 sites - 27 personnes
- **Cers**  
1 site - 6 personnes

## Intercommunalités concernées

- **Montpellier-Méditerranée Métropole**  
12 sites - plus de 840 personnes
- **Communauté d'agglomération de Béziers Méditerranée**  
3 sites - 33 personnes

## Durée d'occupation des sites existants (pour 13 sites renseignés)

- Durée moyenne : 77 mois
- 1 bidonville existe depuis 2004
- 2 bidonvilles depuis 2005
- 1 bidonville depuis 2006
- 1 bidonville depuis 2010
- 3 bidonvilles depuis 2012
- 2 bidonvilles depuis 2016
- 3 bidonvilles depuis 2018

# 11<sup>ÈME</sup> RECENSEMENT NATIONAL

## JUILLET 2018

ILLE-ET-VILAINE



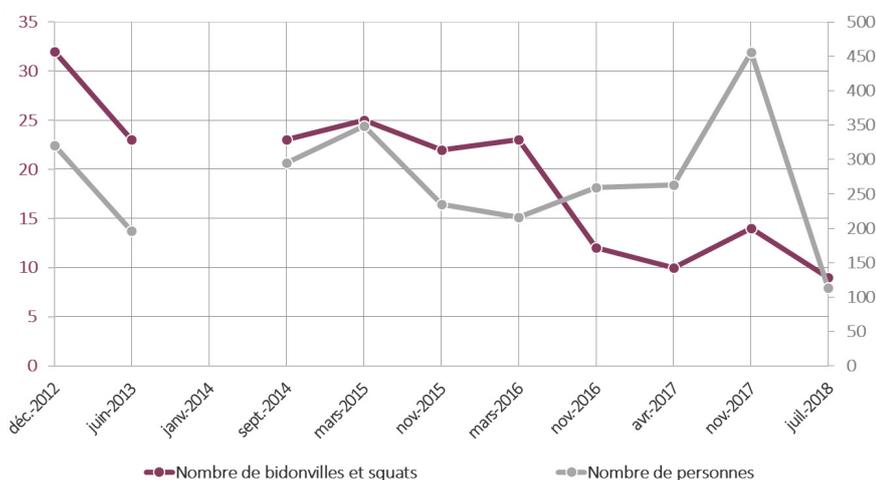
### Chiffres clés

- **114 personnes réparties sur 9 sites**  
**Le nombre de personnes vivant dans des bidonvilles a diminué de 75% depuis le recensement de décembre 2017**  
(456 personnes sur 14 sites)
- À l'échelle nationale, 24<sup>ème</sup> département le plus concerné  
0,71% de la population nationale vivant en bidonvilles

#### Publics (6 sites renseignés)

- 2 sites avec un public intra-UE
- 2 sites avec un public français
- 2 sites avec un public extra-UE
- 18 mineurs (3 sites renseignés)

### Evolution depuis 2012



### Types d'occupation (pour 8 sites renseignés)

- 8 immeubles bâtis

### Nature des propriétaires (pour 8 sites renseignés)

- 4 propriétaires publics
- 4 propriétaires privés

### Diagnostics / Actions (pour 6 sites renseignés)

- Aucun diagnostic n'a eu lieu
- Aucun diagnostic n'est prévu à court terme
- Aucun site n'est inclus dans un dispositif spécifique pour l'insertion des personnes

### Villes concernées

- **Rennes**  
5 sites - 85 personnes
- **Saint-Gilles**  
2 sites - 26 personnes
- **Saint-Jacques-de-la-Lande**  
1 site - 3 personnes
- **Cesson-Sévigné**  
1 site - personnes NC

### Intercommunalités concernées

- **Rennes Métropole**  
9 sites - plus de 114 personnes

### Durée d'occupation des sites existants (pour 6 sites renseignés)

- Durée moyenne : 18 mois  
1 bidonville existe depuis 2013  
4 bidonvilles depuis 2017  
1 bidonville depuis 2018

# 11<sup>ÈME</sup> RECENSEMENT NATIONAL JUILLET 2018

INDRE



## Chiffres clés

- **160 personnes réparties sur 1 site**  
**Le département de l'Indre participe pour la première fois à l'état des lieux national des bidonvilles**
- À l'échelle nationale, 21<sup>ème</sup> département le plus concerné  
0,99% de la population nationale vivant en bidonvilles

### Publics

- 1 site avec un public français
- 92 mineurs sur le site

### Villes concernées

- **Déols**  
1 site - 160 personnes

### Intercommunalités concernées

- **Châteauroux Métropole**  
1 site - 160 personnes

### Types d'occupation

- 1 terrain

### Nature du propriétaire

- 1 propriétaire privé mais le site s'étend en partie sur le domaine public

### Diagnostics /Actions

- Diagnostic réalisé sur 1 site
- Le site est inclus dans un dispositif spécifique pour l'insertion des personnes

### Durée d'occupation du site existant

- Durée moyenne : 130 mois  
1 bidonville existe depuis 2007

# 11<sup>ÈME</sup> RECENSEMENT NATIONAL

## JUILLET 2018

INDRE-ET-LOIRE



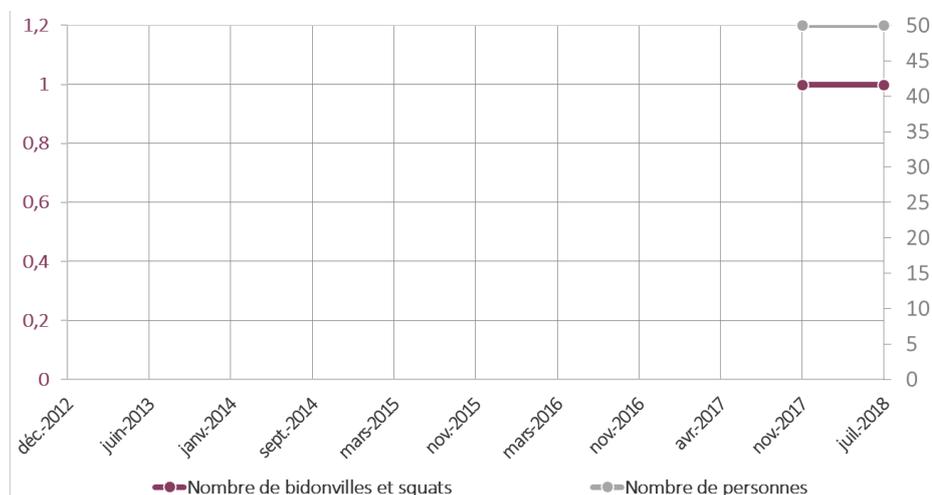
### Chiffres clés

- **50 personnes réparties sur 1 site**  
**Le nombre de personnes vivant dans des bidonvilles est stable par rapport au recensement de décembre 2017**  
(50 personnes sur 1 site)
- À l'échelle nationale, 34<sup>ème</sup> département le plus concerné  
0,31% de la population nationale vivant en bidonvilles

### Publics

- 1 site avec un public intra-UE
- 19 mineurs sur le site

### Evolution depuis 2012



N.B. Avant novembre 2017, ce département n'avait communiqué aucune donnée à la Dihal

### Types d'occupation

- 1 terrain

### Nature du propriétaire

- 1 propriétaire public

### Diagnostics / Actions

- 1 diagnostic prévu à court terme
- Le site est inclus dans un dispositif spécifique pour l'insertion des personnes

### Durée d'occupation du site existant

- Durée moyenne : NC

### Villes concernées

- **La Riche**  
1 site - 50 personnes

### Intercommunalités concernées

- **Tours Métropole Val de Loire**  
1 site - 50 personnes

# 11<sup>ÈME</sup> RECENSEMENT NATIONAL

## JUILLET 2018



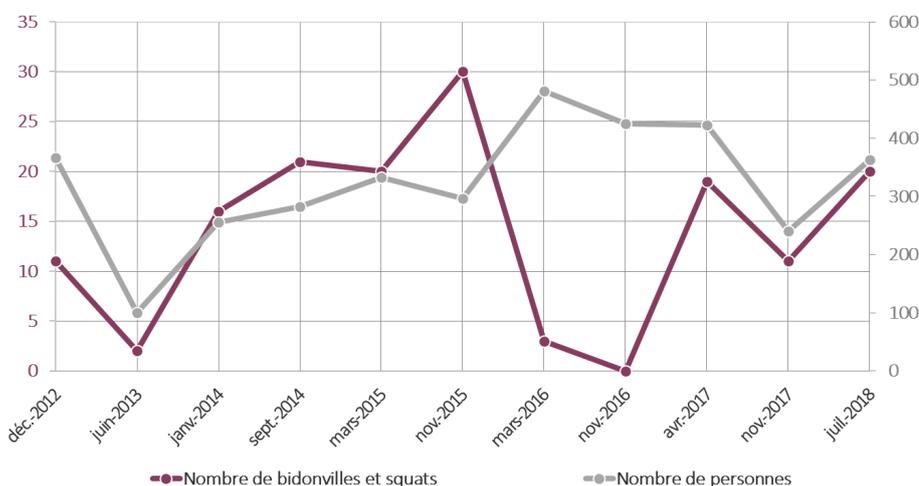
### Chiffres clés

- **363 personnes réparties sur 20 sites**  
**Le nombre d'habitants a augmenté de 51% par rapport au recensement de décembre 2017**  
(240 habitants sur 11 sites)
- À l'échelle nationale, 14<sup>ème</sup> département le plus concerné  
2,26% de la population nationale vivant en bidonvilles

#### Publics (16 sites renseignés)

- 9 sites avec un public intra-UE
- 3 sites avec un public extra-UE
- 3 sites avec un public « mixte » dont :  
- 2 avec un public français et intra-UE  
- 1 avec un public extra et intra-UE et français
- 1 site avec un public français
- 107 mineurs (15 sites renseignés)

### Evolution depuis 2012



### Types d'occupation

- 9 terrains
- 11 immeubles bâtis

### Nature des propriétaires (pour 19 sites renseignés)

- 14 propriétaires publics
- 5 propriétaires privés

### Diagnostics / Actions

- Aucun site n'a été diagnostiqué
- Aucun diagnostic n'est prévu à court terme
- Aucun dispositif spécifique pour l'insertion des personnes n'est prévu

### Villes concernées

- **Grenoble**  
11 sites - 246 personnes
- **Fontaine**  
3 sites - 48 personnes
- **Saint-Martin-d'Hères**  
2 sites - 31 personnes
- **Echirolles**  
2 sites - 25 personnes
- **Eybens**  
1 site - 9 personnes
- **La Tronche**  
1 site - 4 personnes

### Intercommunalités concernées

- **Grenoble-Alpes Métropole**  
20 sites - 363 personnes

### Durée d'occupation des sites existants (pour 17 sites renseignés)

- Durée moyenne : 41 mois
- 1 bidonvilles existe depuis 2012
- 3 bidonvilles depuis 2013
- 3 bidonvilles depuis 2014
- 5 bidonvilles depuis 2015
- 3 bidonvilles depuis 2016
- 2 bidonvilles depuis 2017

# 11<sup>ÈME</sup> RECENSEMENT NATIONAL JUILLET 2018



## Chiffres clés

- **70 personnes réparties sur 1 site (estimation)**  
**Ce département participe pour la première fois à l'état des lieux national des bidonvilles**
- À l'échelle nationale, 30<sup>ème</sup> département le plus concerné  
0,44% de la population nationale vivant en bidonvilles

### Publics

- 1 site avec un public français
- Nombre de mineurs NC

### Villes concernées

- **Intersection entre communes de Blois, de Vineuil et de Saint-Gervais**  
1 site - 70 personnes

### Intercommunalités concernées

- **Communauté d'agglomération de Blois « Agglopolys »**  
1 site - 70 personnes

### Types d'occupation

- 1 terrain

### Nature du propriétaire

- 1 propriétaire public

### Diagnostics / Actions

- Le site n'a pas fait l'objet d'un diagnostic
- Aucun diagnostic à court terme n'est prévu
- Un dispositif spécifique pour l'insertion des personnes est en train d'être mis en place

### Durée d'occupation du site existant

- Durée moyenne NC, le site existerait depuis la Seconde Guerre mondiale

# 11<sup>ÈME</sup> RECENSEMENT NATIONAL

## JUILLET 2018

LOIRE-ATLANTIQUE



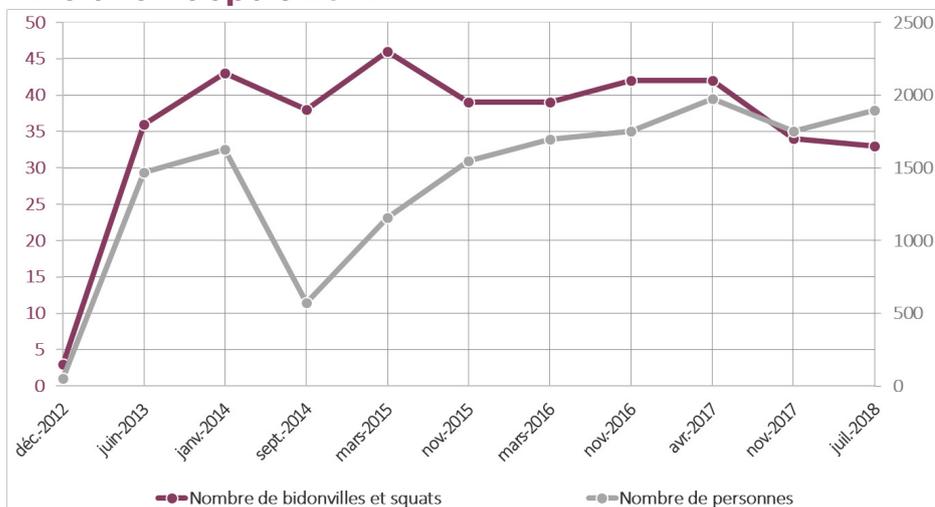
### Chiffres clés

- **1894 personnes réparties sur 33 sites**  
**Le nombre de personnes vivant dans des bidonvilles a augmenté de 8% par rapport au recensement de décembre 2017** (1751 personnes sur 34 sites)
- À l'échelle nationale, 2<sup>ème</sup> département le plus concerné  
11,77% de la population nationale vivant en bidonvilles

#### Publics

- 33 sites avec un public intra-UE
- 137 mineurs (11 sites renseignés)

### Evolution depuis 2012



### Types d'occupation

- 32 terrains
- 1 NC

### Nature des propriétaires (pour 30 sites renseignés)

- 17 propriétaires publics
- 13 propriétaires privés

### Diagnostics / Actions

- Diagnostics réalisés sur 16 sites
- Diagnostics prévus à court terme sur 10 sites
- 7 sites n'ont pas été diagnostiqués
- 8 sites sont inclus dans un dispositif spécifique pour l'insertion des personnes

### Villes concernées

- **Nantes**  
11 sites - 733 personnes
- **Saint-Herblain**  
7 sites - 443 personnes
- **Orvault**  
4 sites - 300 personnes
- **Couéron**  
3 sites - 130 personnes
- **Carquefou**  
3 sites - 101 personnes
- **Sainte-Luce-sur-Loire**  
2 sites - 95 personnes
- **Bouguenais**  
3 sites - 92 personnes

### Intercommunalités concernées

- **Nantes Métropole**  
33 sites - 1894 personnes

### Durée d'occupation des sites existants (pour 31 sites renseignés)

- Durée moyenne : 30 mois
- 2 bidonvilles existent depuis 2008
- 1 bidonville depuis 2012
- 4 bidonvilles depuis 2013
- 1 bidonville depuis 2014
- 5 bidonvilles depuis 2015
- 1 bidonville depuis 2016
- 9 bidonvilles depuis 2017
- 8 bidonvilles depuis 2018

# 11<sup>ÈME</sup> RECENSEMENT NATIONAL

## JUILLET 2018



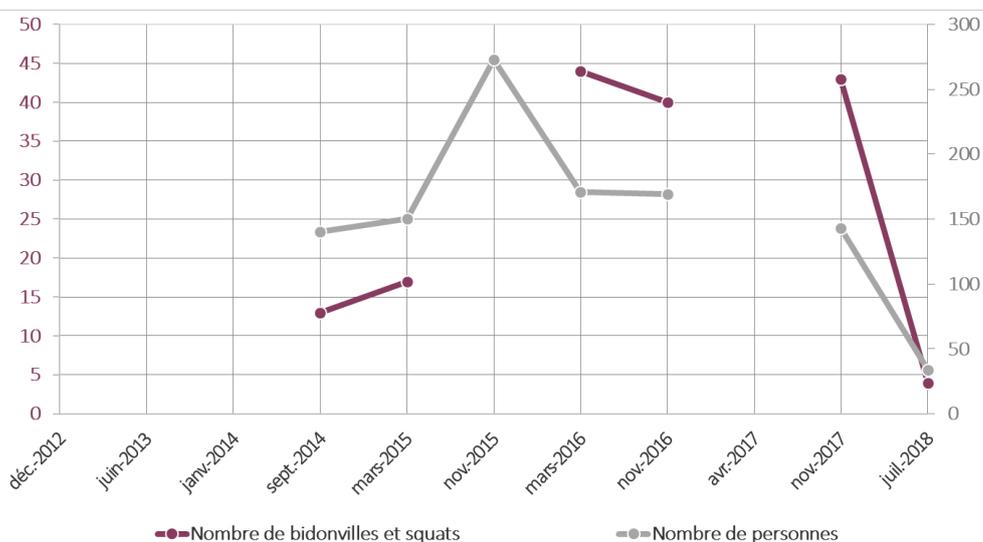
### Chiffres clés

- **34 personnes réparties sur 4 sites**  
**Le nombre de personnes a diminué de 76% par rapport au recensement de décembre 2017** (143 personnes sur 43 sites)  
Cette baisse s'explique par la non-intégration de personnes à la rue qui étaient comptabilisées dans le précédent recensement
- À l'échelle nationale, 36<sup>ème</sup> département le plus concerné  
0,21% de la population nationale vivant en bidonvilles

### Publics

- 1 site avec un public intra-UE
- 2 sites avec un public français
- 1 site avec un public extra-UE
- 2 mineurs (1 site renseigné)

### Evolution depuis 2012



### Types d'occupation

- 3 terrains
- 1 immeuble bâti

### Nature des propriétaires

- 2 propriétaires publics
- 2 propriétaires privés

### Diagnostics / Actions

- Aucun site n'a été diagnostiqué
- Aucun diagnostic n'est prévu à court terme
- Aucun site n'est inclus dans un dispositif spécifique pour l'insertion des personnes

### Durée d'occupation des sites existants

- Durée moyenne : 17 mois
- 1 bidonville existe depuis 2015
- 2 bidonvilles depuis 2017
- 1 bidonville depuis 2018

### Villes concernées

- **Orléans**  
3 sites - 25 personnes
- **Saint-Jean-le-Blanc**  
1 site - 9 personnes

### Intercommunalités concernées

- **Orléans Métropole**  
4 sites - 34 personnes

# 11<sup>ÈME</sup> RECENSEMENT NATIONAL

## JUILLET 2018

MANCHE

50

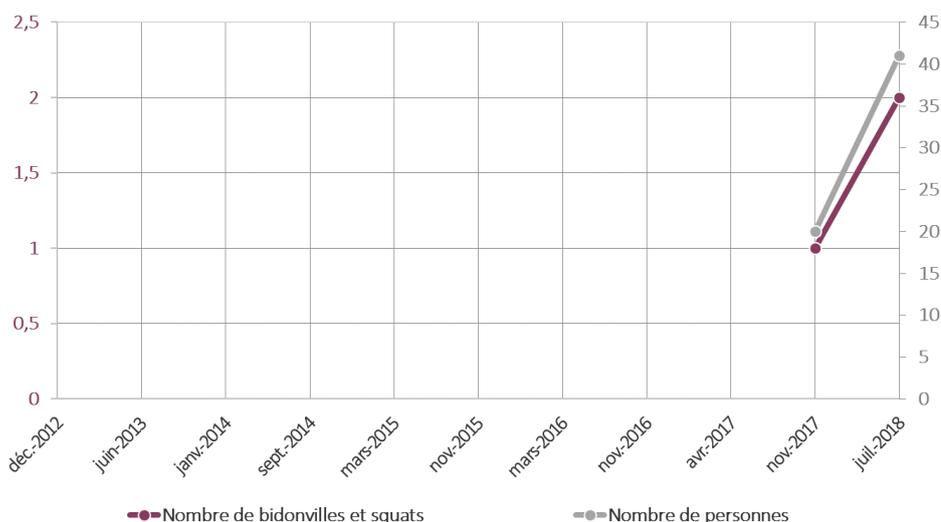
### Chiffres clés

- **41 personnes réparties sur 2 sites**  
**Le nombre de personnes vivant en bidonville a augmenté de 105% par rapport au recensement de décembre 2017**  
(20 personnes sur 1 site)  
**Ce département participe pour la première fois à l'état des lieux national des bidonvilles, tout en donnant des données antérieures au 11<sup>ème</sup> recensement**
- À l'échelle nationale, 35<sup>ème</sup> département le plus concerné  
0,25% de la population nationale vivant en bidonvilles

### Publics

- 2 sites avec un public extra-UE
- 12 mineurs (1 site renseigné)

### Evolution depuis 2012



### Types d'occupation

- 2 terrains

### Nature des propriétaires

- 2 propriétaires privés

### Diagnostics / Actions (1 site renseigné)

- Diagnostic réalisé sur 1 site
- Aucun diagnostic n'est prévu à court terme
- 1 site inclus dans un dispositif spécifique pour l'insertion des personnes

### Durée d'occupation des sites existants (1 site renseigné)

- Durée moyenne : 12 mois  
1 bidonville existe depuis 2017

### Villes concernées

- **Saint-Lô**  
1 site - 31 personnes
- **Cherbourg-en-Cotentin**  
1 site - 10 personnes

### Intercommunalités concernées

- **Saint-Lô Agglo**  
1 site - 31 personnes
- **Communauté d'agglomération du Cotentin**  
1 site - 10 personnes

# 11<sup>ÈME</sup> RECENSEMENT NATIONAL

## JUILLET 2018

# MORBIHAN



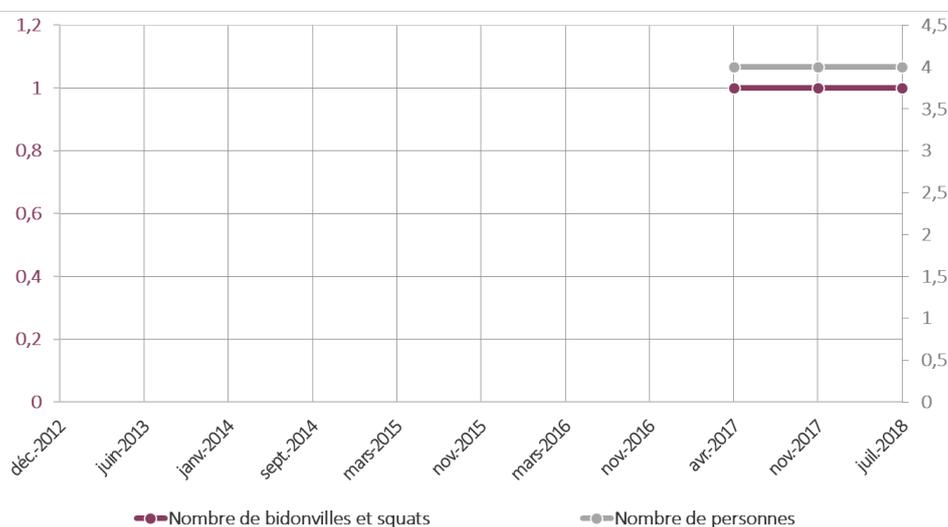
## Chiffres clés

- **4 personnes réparties sur 1 site**  
**Le nombre de personnes vivant dans des bidonvilles est stable par rapport au recensement de décembre 2017**  
(4 personnes sur 1 site)
- À l'échelle nationale, 40<sup>ème</sup> département le plus concerné  
0,02% de la population nationale vivant en bidonvilles

### Publics

- 1 site avec un public extra-UE
- 2 mineurs (1 site renseigné)

## Evolution depuis 2012



## Types d'occupation

- 1 terrain

## Nature du propriétaire

- 1 propriétaire public

## Diagnostics / Actions

- Aucun diagnostic réalisé
- Aucun diagnostic n'est prévu à court terme
- Le site est inclus dans un dispositif spécifique pour l'insertion des personnes

## Durée d'occupation du site existant

- Durée moyenne : 16 mois  
1 bidonville existe depuis 2017

## Villes concernées

- **Vannes**  
1 site - 4 personnes

## Intercommunalités concernées

- **Golfe du Morbihan - Vannes Agglomération**  
1 site - 4 personnes

# 11<sup>ÈME</sup> RECENSEMENT NATIONAL

## JUILLET 2018



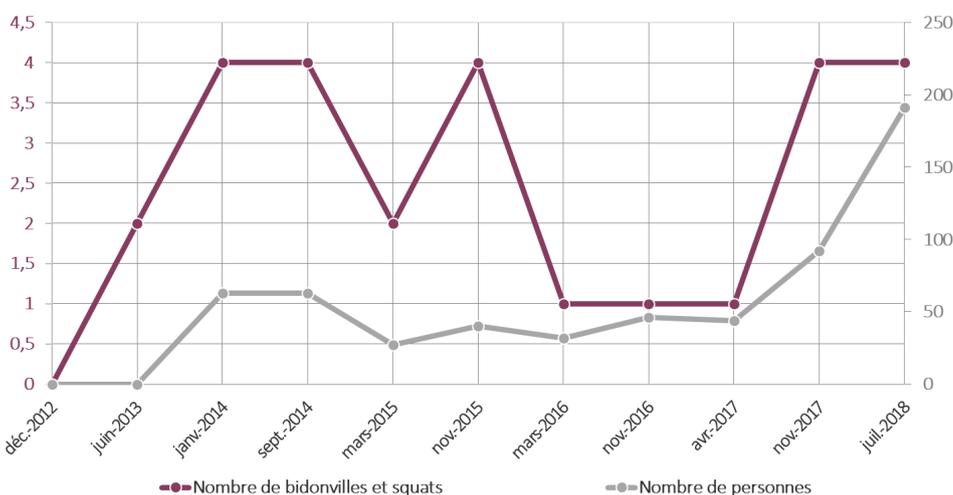
### Chiffres clés

- **191 personnes réparties sur 4 sites**  
**Le nombre de personnes vivant dans des bidonvilles a augmenté de 108% par rapport au recensement de décembre 2017** (92 personnes sur 49 sites)
- À l'échelle nationale, 19<sup>ème</sup> département le plus concerné  
1,19% de la population nationale vivant en bidonvilles

#### Publics

- 2 sites avec un public intra-UE
- 2 sites avec un public extra-UE
- 70 mineurs (4 sites renseignés)

### Evolution depuis 2012



### Types d'occupation

- 4 terrains

#### Nature des propriétaires (pour 3 sites renseignés)

- 2 propriétaires publics
- 1 propriétaire privé

#### Diagnostics / Actions

- Diagnostics réalisés sur 2 sites
- Diagnostic prévu à court terme sur 1 site
- 1 site n'a pas été diagnostiqué
- 3 sites sont inclus dans un dispositif spécifique pour l'insertion des personnes

### Villes concernées

- **Nilvange**  
1 site - 100 personnes
- **Sarrebourg**  
1 site - 50 personnes
- **Metz**  
2 sites - 41 personnes

### Intercommunalités concernées

- **Communauté d'agglomération Val de Fensch**  
1 site - 100 personnes
- **Communauté de communes de Sarrebourg**  
1 site - 50 personnes
- **Metz Métropole**  
2 sites - 41 personnes

### Durée d'occupation des sites existants

- Durée moyenne : 115 mois
- 1 bidonville existe depuis 1998
- 1 bidonville depuis 2003
- 1 bidonville depuis 2015
- 1 bidonville depuis 2018

# 11<sup>ÈME</sup> RECENSEMENT NATIONAL

## JUILLET 2018



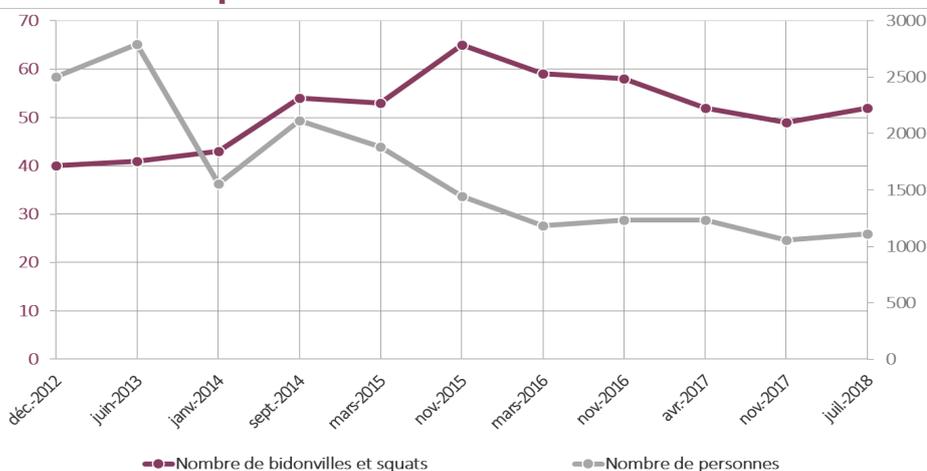
### Chiffres clés

- **1110 personnes réparties sur 52 sites**  
**Le nombre de personnes vivant dans des bidonvilles a augmenté de 5% par rapport au recensement de décembre 2017** (1057 personnes sur 49 sites)
- À l'échelle nationale, 5<sup>ème</sup> département le plus concerné  
6,90% de la population nationale vivant en bidonvilles

### Publics

- 46 sites avec un public intra-UE
- 5 sites concernent un public extra-UE
- 1 site concerne un public « mixte » français, intra-UE et extra-UE
- 587 mineurs (51 sites renseignés)

### Evolution depuis 2012



### Types d'occupation

- 27 terrains
- 25 immeubles bâtis

### Nature des propriétaires (pour 46 sites renseignés)

- 24 propriétaires publics
- 22 propriétaires privés

### Diagnostics / Actions

- Diagnostics réalisés sur 4 sites
- Aucun diagnostic n'est prévu à court terme
- 48 sites n'ont pas été diagnostiqués
- 44 sites sont inclus dans un dispositif spécifique pour l'insertion des personnes

### Villes concernées

- **Lille**  
14 sites - 345 personnes
- **Villeneuve-d'Ascq**  
8 sites - 225 personnes
- **La Madeleine**  
1 site - 169 personnes
- **Lezennes**  
1 site - 56 personnes
- **Faches-Thumesnil**  
7 sites - 54 personnes
- **Roubaix**  
7 sites - 53 personnes
- **Tourcoing**  
3 sites - 34 personnes
- **Hellemmes**  
2 sites - 32 personnes
- **Auby**  
1 site - 32 personnes
- **Ronchin**  
1 site - 30 personnes
- **Wattrelos**  
1 site - 21 personnes
- **Wasquehal**  
1 site - 18 personnes
- **Lambertsart**  
1 site - 12 personnes
- **Maubeuge**  
1 site - 12 personnes
- **Louvroil**  
1 site - 9 personnes
- **Santes**  
1 site - 5 personnes
- **Lys-lez-Lannoy**  
1 site - 3 personnes

### Intercommunalités concernées

- **Métropole européenne de Lille**  
49 sites - 1057 personnes
- **Agglomération Maubeuge - Val de Sambre**  
2 sites - 21 personnes
- **Communauté d'agglomération du Douaisis**  
1 site - 32 personnes

### Durée d'occupation des sites existants (pour 51 sites renseignés)

- Durée moyenne : 27 mois
- 1 bidonville existe depuis 2009
- 3 bidonvilles depuis 2010
- 1 bidonville depuis 2011
- 2 bidonvilles depuis 2012
- 3 bidonvilles depuis 2013
- 5 bidonvilles depuis 2015
- 10 bidonvilles depuis 2016
- 8 bidonvilles depuis 2017
- 18 bidonvilles depuis 2018

# 11<sup>ÈME</sup> RECENSEMENT NATIONAL

## JUILLET 2018

PAS-DE-CALAIS



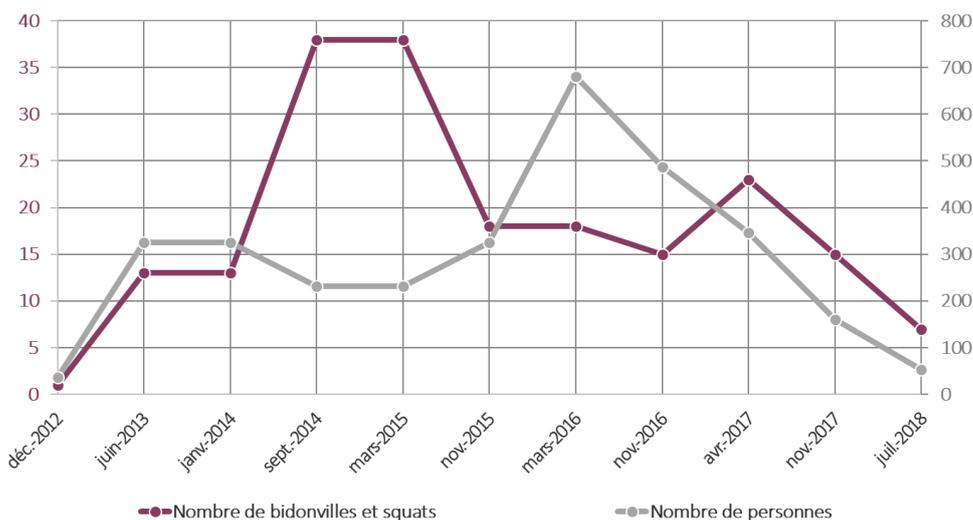
### Chiffres clés

- **53 personnes réparties sur 7 sites**  
**Le nombre de personnes vivant dans des bidonvilles a diminué de 67% par rapport au recensement de décembre 2017\***  
(161 personnes sur 15 sites)
- À l'échelle nationale, 32<sup>ème</sup> département le plus concerné  
0,33% de la population nationale vivant en bidonvilles

#### Publics

- 2 sites avec un public intra-UE
- 5 sites avec un public extra-UE
- 24 mineurs (6 sites renseignés)

### Evolution depuis 2012



### Types d'occupation

- 1 terrain
- 6 immeubles bâtis

### Nature des propriétaires (pour 6 sites renseignés)

- 6 propriétaires publics

### Diagnostics / Actions (pour 6 sites renseignés)

- Diagnostic réalisé sur 1 site
- Diagnostics prévus à court terme sur 4 sites
- 1 site n'a pas été diagnostiqué
- 3 sites sont inclus dans un dispositif spécifique pour l'insertion des personnes

### Villes concernées

- **Courcelles-lès-Lens**  
1 site - 23 personnes
- **Fouquières-lès-Lens**  
4 sites - 16 personnes
- **Billy-Montigny**  
1 site - 8 personnes
- **Méricourt**  
1 site - 6 personnes

### Intercommunalités concernées

- **Communauté d'agglomération de Lens - Liévin**  
6 sites - 30 personnes
- **Communauté d'agglomération Hénin-Carvin**  
1 site - 23 personnes

### Durée d'occupation des sites existants (pour 3 sites renseignés)

- Durée moyenne : 52 mois  
1 bidonville existe depuis 2012  
2 bidonvilles depuis 2015

\* Trois sites dont l'existence est signalée mais pour lesquels aucune donnée n'est renseignée n'ont pas été intégrés

# 11<sup>ÈME</sup> RECENSEMENT NATIONAL

## JUILLET 2018



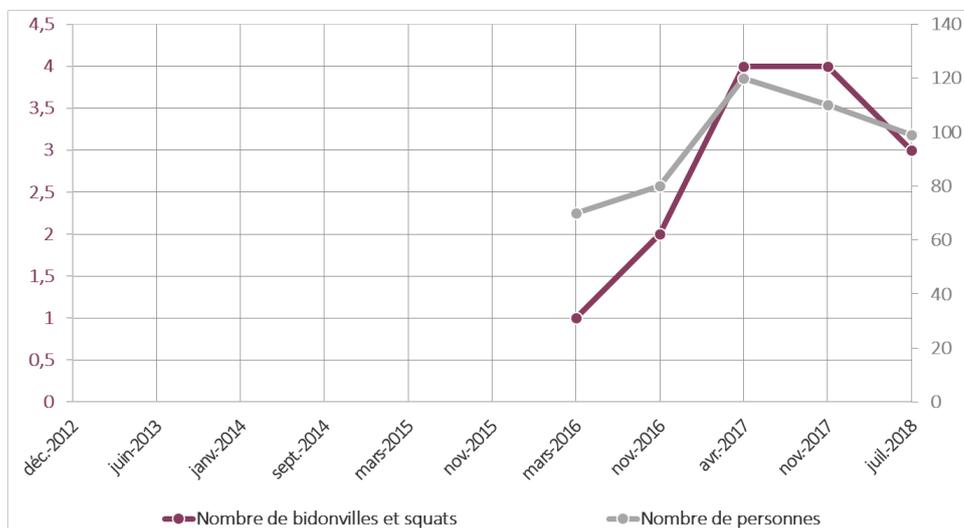
### Chiffres clés

- **99 personnes réparties sur 3 sites**  
**Le nombre de personnes vivant dans des bidonvilles a diminué de 10% par rapport au recensement de décembre 2017** (110 habitants sur 4 sites)
- À l'échelle nationale, 25<sup>ème</sup> département le plus concerné  
0,62% de la population nationale vivant en bidonvilles

#### Publics

- 2 sites avec un public français
- 1 site avec un public extra-UE
- Nombre de mineurs NC

### Evolution depuis 2012



### Types d'occupation

- 1 terrain
- 2 immeubles bâtis

### Nature des propriétaires

- 1 propriétaire public
- 2 propriétaires privés

### Diagnostics / Actions

- Diagnostics réalisés sur 2 sites
- 1 site n'a pas été diagnostiqué
- Aucun diagnostic n'est prévu à court terme
- 1 site est inclus dans un dispositif spécifique pour l'insertion des personnes

### Villes concernées

- **Riom**  
1 site - 60 personnes
- **Clermont-Ferrand**  
2 sites - 39 personnes

### Intercommunalités concernées

- **Communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans**  
1 site - 60 personnes
- **Clermont Auvergne Métropole**  
2 sites - 39 personnes

### Durée d'occupation des sites existants (pour 2 sites renseignés)

- Durée moyenne : 7 mois
- 1 bidonville existe depuis 2017
- 1 bidonville existe depuis 2018

# 11<sup>ÈME</sup> RECENSEMENT NATIONAL

## JUILLET 2018

PYRÉNÉES-ORIENTALES



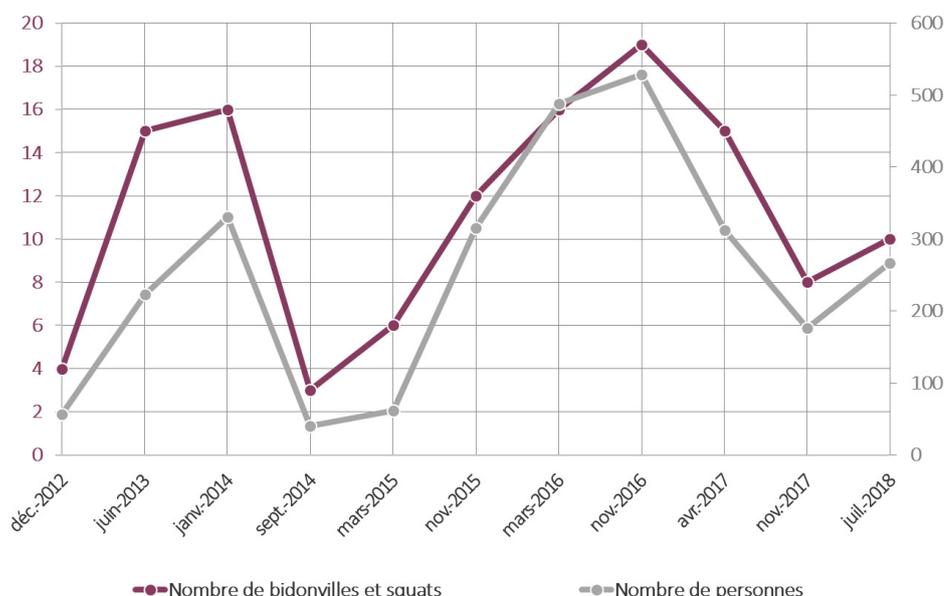
### Chiffres clés

- **267 personnes réparties sur 10 sites**  
**Le nombre de personnes vivant dans des bidonvilles a augmenté de 52% par rapport au recensement de décembre 2017**  
(176 personnes sur 8 sites)
- À l'échelle nationale, 17<sup>ème</sup> département le plus concerné  
1,66% de la population nationale vivant en bidonvilles

### Publics

- 5 sites concernent un public intra-UE
- 5 sites concernent un public français
- 81 mineurs (9 sites renseignés)

### Evolution depuis 2012



### Types d'occupation

- 9 terrains
- 1 immeuble bâti

### Nature des propriétaires

- 4 propriétaires publics
- 6 propriétaires privés

### Diagnostics / Actions (pour 9 sites renseignés)

- Diagnostics réalisés sur 5 sites
- Aucun diagnostic n'est prévu à court terme
- 4 sites n'ont pas été diagnostiqués
- 9 sites sont inclus dans un dispositif spécifique pour l'insertion des personnes

### Villes concernées

- **Perpignan**  
7 sites - 142 personnes
- **Rivesaltes**  
2 sites - 100 personnes
- **Bompas**  
1 site - 25 personnes

### Intercommunalités concernées

- **Perpignan Méditerranée Métropole**  
10 sites - 267 personnes

### Durée d'occupation des sites existants

- Durée moyenne : 59 mois
- 1 bidonville depuis 1998
- 1 bidonville depuis 2007
- 1 bidonville depuis 2013
- 1 bidonville depuis 2014
- 3 bidonvilles depuis 2016
- 3 bidonvilles depuis 2017

# 11<sup>ÈME</sup> RECENSEMENT NATIONAL

## JUILLET 2018

# BAS-RHIN



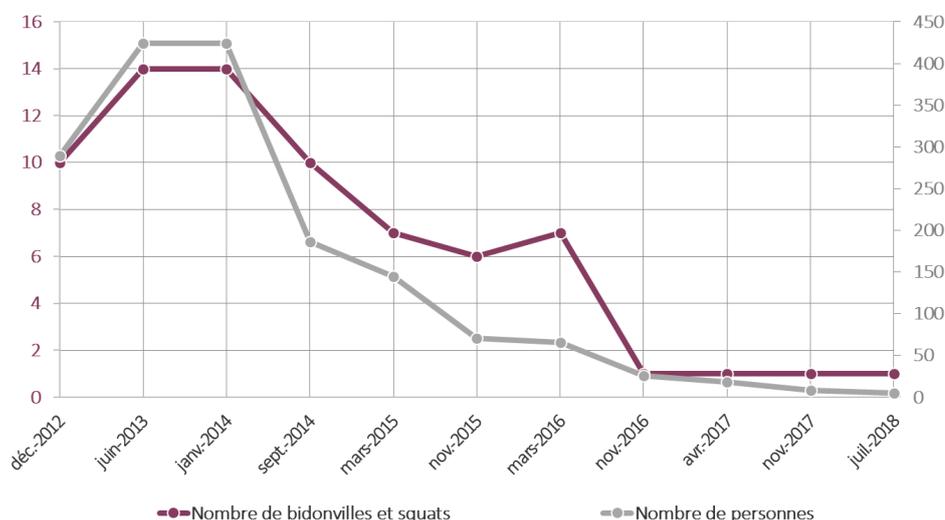
## Chiffres clés

- **5 personnes réparties sur 1 site**  
**Le nombre de personnes vivant dans des bidonvilles a diminué de 38% par rapport au recensement de décembre 2017**  
(8 habitants sur 1 site)
- À l'échelle nationale, 39<sup>ème</sup> département le plus concerné  
0,03% de la population nationale vivant en bidonvilles

### Publics

- 1 site avec un public intra-UE
- Aucun mineur recensé

## Evolution depuis 2012



## Types d'occupation

- 1 terrain

## Nature des propriétaires

- 1 propriétaire public

## Diagnostic

- Le site a fait l'objet d'un diagnostic
- Le site est inclus dans un dispositif spécifique pour l'insertion des personnes

## Durée d'occupation du site existant

- Durée moyenne : 5 ans et 5 mois  
1 bidonville existe depuis 2013

## Villes concernées

- **Strasbourg**  
1 site - 5 personnes

## Intercommunalités concernées

- **Eurométropole de Strasbourg**  
1 site - 5 personnes

# 11<sup>ÈME</sup> RECENSEMENT NATIONAL

## JUILLET 2018

# RHÔNE



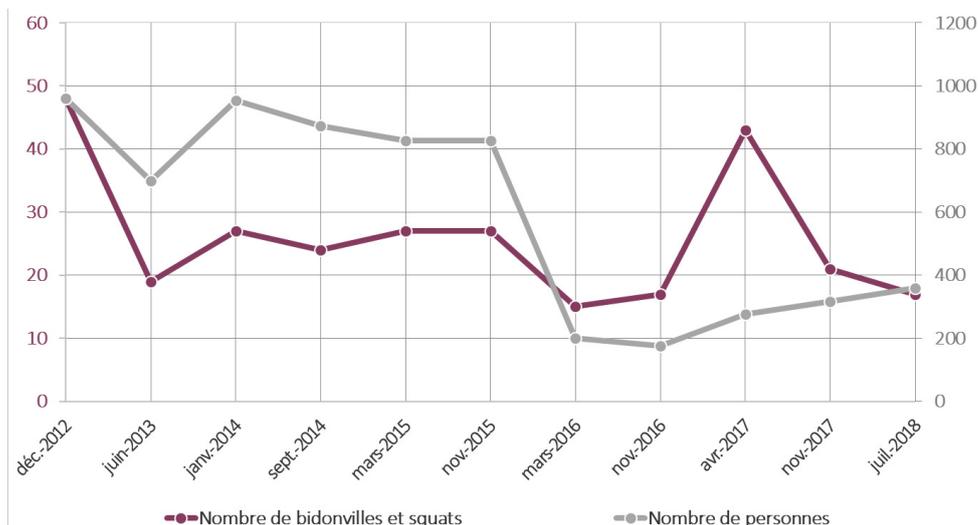
## Chiffres clés

- **360 personnes réparties sur 17 sites**  
**Le nombre de personnes vivant dans des bidonvilles a augmenté de 14% par rapport au recensement de décembre 2017** (316 habitants sur 21 sites)
- À l'échelle nationale, 15<sup>ème</sup> département le plus concerné  
2,24% de la population nationale vivant en bidonvilles

### Publics (15 sites renseignés)

- 6 sites avec un public intra-UE
- 6 sites avec un public français
- 1 site avec un public extra-UE
- 2 sites avec un public « mixte » intra/extra-UE et français
- 75 mineurs (9 sites renseignés)

## Evolution depuis 2012



## Types d'occupation

- 6 terrains
- 11 immeubles bâtis

## Nature des propriétaires

- 7 propriétaires publics
- 10 propriétaires privés

## Diagnostics / Actions

- Aucun diagnostic réalisé
- Aucun diagnostic n'est prévu à court terme
- Aucun site n'est inclus dans un dispositif spécifique pour l'insertion des personnes

## Durée d'occupation des sites existants

(pour 13 sites renseignés)

- Durée moyenne : 24 mois
- 1 bidonville existe depuis 2005
- 2 bidonvilles depuis 2015
- 1 bidonville depuis 2016
- 4 bidonvilles depuis 2017
- 5 bidonvilles depuis 2018

## Villes concernées

- **Lyon**  
10 sites - plus de 200 personnes
- **Villeurbanne**  
5 sites - 143 personnes
- **Bron**  
2 sites - 17 personnes

## Intercommunalités concernées

- **Métropole de Lyon**  
17 sites - plus de 360 personnes

# 11<sup>ÈME</sup> RECENSEMENT NATIONAL

## JUILLET 2018



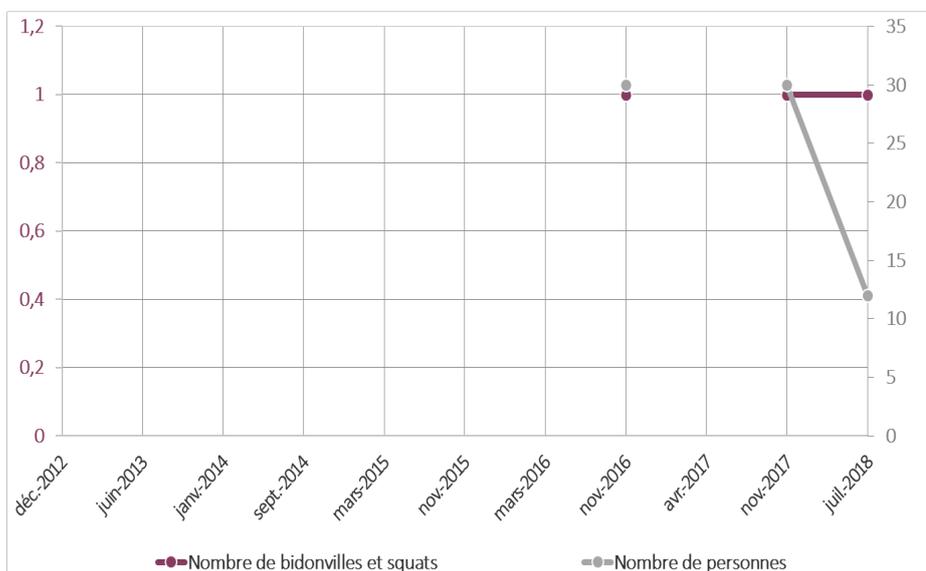
### Chiffres clés

- **12 personnes réparties sur 1 site**  
**Le nombre de personnes vivant dans des bidonvilles a diminué de 60% par rapport au dernier recensement décembre 2017** (30 habitants sur 1 site)
- À l'échelle nationale, 38<sup>ème</sup> département le plus concerné  
0,07% de la population nationale vivant en bidonvilles

#### Publics

- 1 site avec un public extra-UE
- Aucun mineur recensé

### Evolution depuis 2012



N.B. Avant novembre 2017, ce département n'avait communiqué aucune donnée à la Dihal

### Villes concernées

- **Chambéry**  
1 site - 12 personnes

### Intercommunalités concernées

- **Chambéry Métropole**  
1 site - 12 personnes

### Types d'occupation

- 1 terrain

### Nature du propriétaire

- 1 propriétaire privé

### Diagnostics / Actions

- Le site a fait l'objet d'un diagnostic
- Le site est inclus dans un dispositif spécifique pour l'insertion des personnes

### Durée d'occupation du site existant

- Durée moyenne : 11 mois  
1 bidonville existe depuis 2017

# 11<sup>ÈME</sup> RECENSEMENT NATIONAL

## JUILLET 2018

HAUTE-SAVOIE



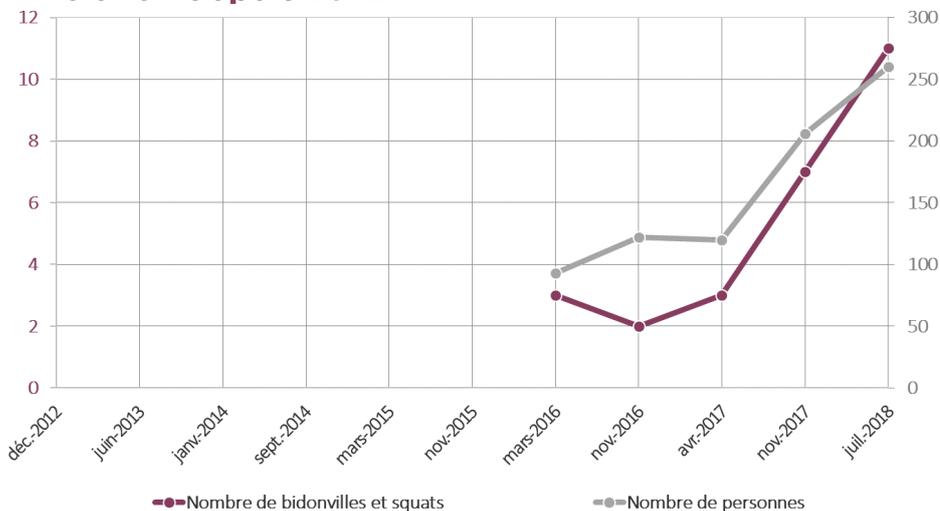
### Chiffres clés

- **260 personnes réparties sur 11 sites**  
**Le nombre de personnes vivant dans des bidonvilles a augmenté de 26% par rapport au recensement de décembre 2017** (206 habitants sur 7 sites)
- À l'échelle nationale, 18<sup>ème</sup> département le plus concerné  
1,62% de la population nationale vivant en bidonvilles

### Publics

- 11 sites avec un public intra-UE
- 114 mineurs (11 sites renseignés)

### Evolution depuis 2012



### Types d'occupation

- 9 terrains
- 2 immeubles bâtis

### Nature des propriétaires (pour 9 sites renseignés)

- 3 propriétaires publics
- 6 propriétaires privés

### Diagnostics / Actions

- Diagnostics réalisés sur 11 sites
- 9 sites sont inclus dans un dispositif spécifique pour l'insertion des personnes

### Villes concernées

- **Annecy**  
2 site - 123 personnes
- **Annemasse**  
2 sites - 51 personnes
- **Étrembières**  
1 site - 34 personnes
- **Faverge-Seythenex**  
1 site - 15 personnes
- **Cranves-Sales**  
1 site - 12 personnes
- **Feigères**  
1 site - 10 personnes
- **Gaillard**  
1 site - 7 personnes
- **Valleiry**  
1 site - 5 personnes
- **Archamps**  
1 site - 3 personnes

### Intercommunalités concernées

- **Communauté d'agglomération du Grand Annecy**  
2 sites - 123 personnes
- **Annemasse-les Voirons Agglomération**  
5 sites - 104 personnes
- **Communauté de communes du Genevois**  
3 sites - 18 personnes
- **Communauté de communes des Sources du Lac d'Annecy**  
1 site - 15 personnes

### Durée d'occupation des sites existants

- Durée moyenne : 9 mois
- 7 bidonvilles existent depuis 2017
- 4 bidonvilles depuis 2018

# 11<sup>ÈME</sup> RECENSEMENT NATIONAL

## JUILLET 2018



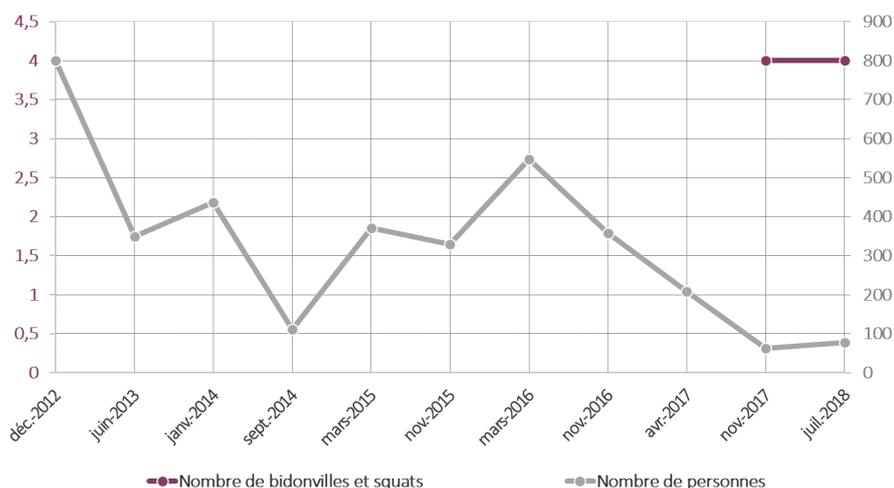
### Chiffres clés

- **77 personnes réparties sur 4 sites**  
**Le nombre de personnes vivant dans des bidonvilles a augmenté de 24% par rapport au recensement de décembre 2017**  
(62 personnes sur 4 sites)
- À l'échelle nationale, 28<sup>ème</sup> département le plus concerné  
0,48% de la population nationale vivant en bidonvilles

#### Publics

- NC
- 18 mineurs (4 sites renseignés)

### Evolution depuis 2012



### Types d'occupation

- NC

### Nature des propriétaires

- NC

### Diagnostics / Actions

- Diagnostics NC
- Sites inclus dans un dispositif spécifique pour l'insertion des personnes: NC

### Durée d'occupation des sites

- Durée moyenne : NC

N.B. Le nombre de bidonvilles était inconnu avant novembre 2017

### Villes concernées

(62 personnes renseignées)

- **Paris - 13<sup>ème</sup> arrondissement**  
2 sites - 26 personnes
- **Paris - 19<sup>ème</sup> arrondissement**  
1 site - 20 personnes
- **Paris - 18<sup>ème</sup> arrondissement**  
1 site - 15 personnes

### Intercommunalités concernées

- **Métropole du Grand Paris**  
4 sites - 77 personnes

# 11<sup>ÈME</sup> RECENSEMENT NATIONAL JUILLET 2018

SEINE-MARITIME



## Chiffres clés

- **160 personnes réparties sur 1 site**  
**Ce département participe pour la première fois à l'état des lieux national des bidonvilles**
- À l'échelle nationale, 22<sup>ème</sup> département le plus concerné  
0,99% de la population nationale vivant en bidonvilles

### Publics

- Le site concerne un public « mixte » extra-UE, intra-UE et français
- Nombre de mineurs NC

### Villes concernées

- **Rouen**  
1 site - 160 personnes

### Intercommunalités concernées

- **Métropole Rouen-Normandie**  
1 site - 160 personnes

### Types d'occupation

- 1 immeuble bâti

### Nature du propriétaire

- 1 propriétaire public

### Diagnostics / Actions

- Aucun diagnostic n'a eu lieu
- Aucun diagnostic n'est prévu à court terme
- Aucun site n'est inclus dans un dispositif spécifique pour l'insertion des personnes

### Durée d'occupation du site existant

- Durée moyenne : NC

# 11<sup>ÈME</sup> RECENSEMENT NATIONAL

## JUILLET 2018

SEINE-ET-MARNE



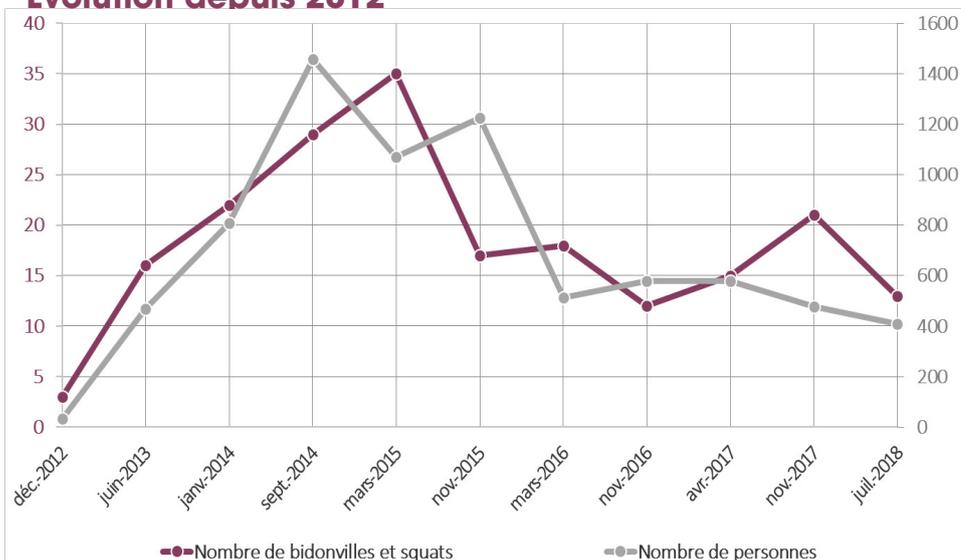
### Chiffres clés

- **410 personnes réparties sur 13 sites**  
**Le nombre de personnes vivant dans des bidonvilles a diminué de 14% par rapport au recensement de décembre 2017** (477 personnes sur 21 sites)
- À l'échelle nationale, 13<sup>ème</sup> département le plus concerné  
2,55% de la population nationale vivant en bidonvilles

#### Publics

- NC
- 3 mineurs (1 site renseigné)

### Evolution depuis 2012



### Types d'occupation

- 8 terrains
- 5 immeubles bâtis

### Nature des propriétaires

- 10 propriétaires publics
- 3 propriétaires privés

### Diagnostics / Actions (pour 12 sites renseignés)

- Aucun diagnostic n'a été réalisé
- Aucun diagnostic n'est prévu à court terme
- 1 site est inclus dans un dispositif spécifique pour l'insertion des personnes

### Villes concernées

- **Champs-sur-Marne**  
6 sites - 208 personnes
- **Melun**  
2 sites - 88 personnes
- **Dammarié-lès-Lys**  
1 site - 54 personnes
- **Thorigny-sur-Marne**  
1 site - 20 personnes
- **Champagne-sur-Seine**  
1 site - 19 personnes
- **Montévrain**  
1 site - 15 personnes
- **Lagny-sur-Marne**  
1 site - 6 personnes

### Intercommunalités concernées

- **Communauté d'agglomération Paris - Vallée de la Marne**  
6 sites - 208 personnes
- **Communauté d'agglomération Melun Val de Seine**  
3 sites - 142 personnes
- **Communauté d'agglomération de Marne et Gondoire**  
3 sites - 41 personnes
- **Communauté de communes Moret Seine et Loing**  
1 site - 19 personnes

### Durée d'occupation des sites existants

- Durée moyenne : 8 mois
- 3 bidonvilles existent depuis 2016
- 3 bidonvilles depuis 2017
- 7 bidonvilles depuis 2018

# 11<sup>ÈME</sup> RECENSEMENT NATIONAL

## JUILLET 2018

# YVELINES

78

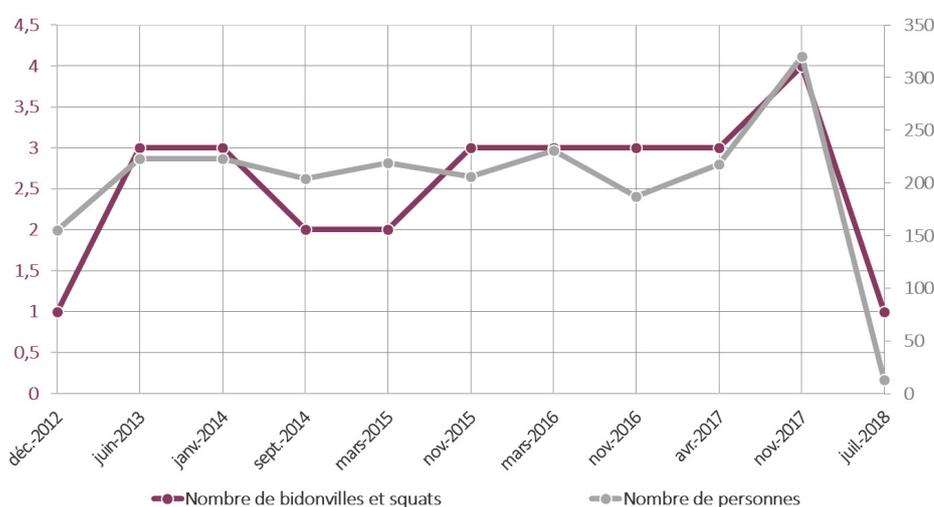
## Chiffres clés

- **13 personnes réparties sur 1 site**  
**Le nombre de personnes vivant en bidonvilles a diminué de 96% par rapport au recensement de décembre 2017** (320 personnes sur 4 sites)
- À l'échelle nationale, 37<sup>ème</sup> département le plus concerné  
0,08% de la population nationale vivant en bidonvilles

### Publics

- 1 site avec un public intra-UE (13 personnes)
- 7 mineurs recensés sur le site

## Evolution depuis 2012



## Types d'occupation

- 1 immeuble bâti

## Nature du propriétaire

- 1 propriétaire public

## Diagnostics / Actions

- Diagnostic prévu à court terme sur 1 site
- Le site n'est pas inclus dans un dispositif spécifique pour l'insertion des personnes

## Durée d'occupation du site existant

- Durée moyenne : 9 mois  
Le bidonville existe depuis 2017

## Villes concernées

- **Andrésy**  
1 site - 13 personnes

## Intercommunalités concernées

- **Grand Paris Seine et Oise**  
1 site - 13 personnes

# 11<sup>ÈME</sup> RECENSEMENT NATIONAL

## JUILLET 2018



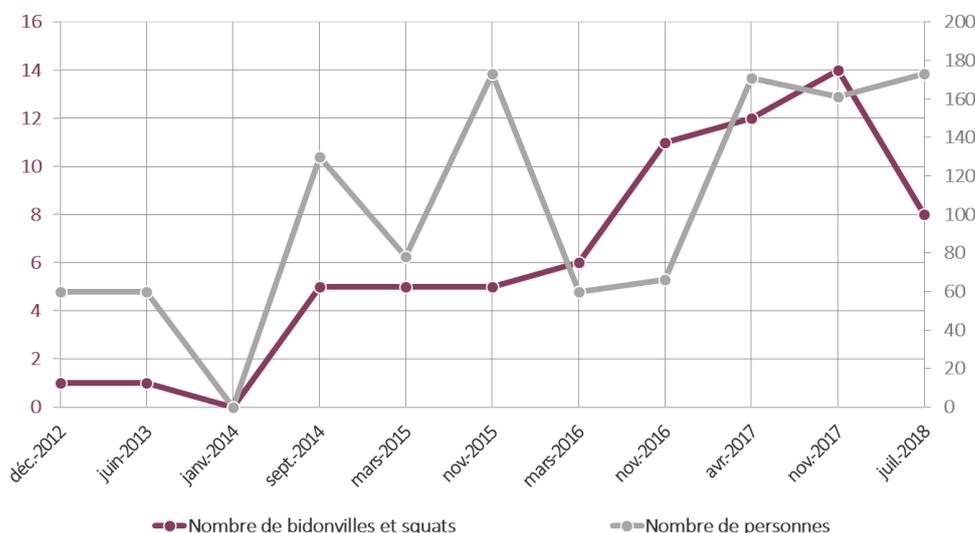
### Chiffres clés

- **173 personnes réparties sur 8 sites**  
**Le nombre de personnes vivant dans des bidonvilles a augmenté de 7% par rapport au recensement de décembre 2017** (161 personnes sur 14 sites)
- À l'échelle nationale, 20<sup>ème</sup> département le plus concerné  
1,08% de la population nationale vivant en bidonvilles

#### Publics

- 7 sites avec un public intra-UE
- 1 site avec un public extra-UE
- 81 mineurs (8 sites renseignés)

### Evolution depuis 2012



### Types d'occupation

- 3 terrains
- 4 immeubles bâtis
- 1 NC

### Nature des propriétaires

- 1 propriétaire public
- 7 propriétaires privés

### Diagnostics / Actions

- Diagnostics réalisés sur 6 sites
- Aucun diagnostic n'est prévu à court terme
- 2 sites n'ont pas été diagnostiqués
- 8 sites sont inclus dans un dispositif spécifique pour l'insertion des personnes

### Villes concernées

- **Roquebrune-sur-Argens**  
2 sites - 122 personnes
- **Toulon**  
4 sites - 40 personnes
- **La Seyne-sur-Mer**  
1 site - 7 personnes
- **La Valette-du-Var**  
1 site - 4 personnes

### Intercommunalités concernées

- **Var Estérel Méditerranée**  
2 sites - 122 personnes
- **Métropole Toulon Provence Méditerranée**  
6 sites - 51 personnes

### Durée d'occupation des sites existants

- Durée moyenne : 44 mois
- 1 bidonville existe depuis 2008
- 1 bidonville depuis 2010
- 1 bidonville depuis 2012
- 1 bidonville depuis 2016
- 2 bidonvilles depuis 2017
- 2 bidonvilles depuis 2018

# 11<sup>ÈME</sup> RECENSEMENT NATIONAL

## JUILLET 2018

# VAUCLUSE

84

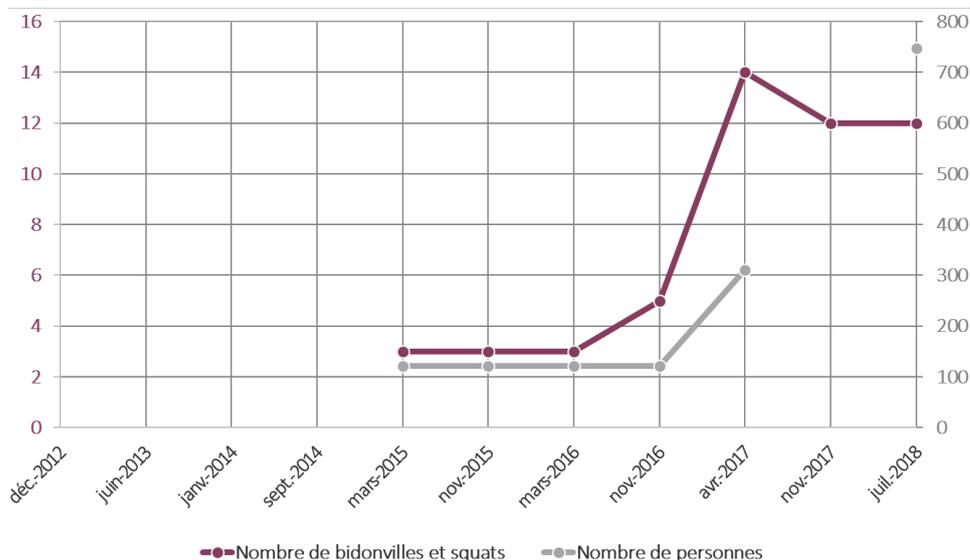
## Chiffres clés

- **748 personnes réparties sur 12 sites**  
**Le nombre de personnes vivant dans des bidonvilles n'ayant pas été transmis lors du 10<sup>ème</sup> recensement, l'évolution du nombre d'habitants ne peut donc pas être suivie**
- À l'échelle nationale, 9<sup>ème</sup> département le plus concerné  
4,65% de la population nationale vivant en bidonvilles

### Publics (5 sites renseignés)

- 5 sites avec un public mixte français et intra-UE
- 129 mineurs (12 sites renseignés)

## Evolution depuis 2012



## Types d'occupation

- 10 terrains
- 2 immeubles bâtis

## Nature des propriétaires

- 5 propriétaires publics
- 7 propriétaires privés

## Diagnostics / Actions

- Diagnostics réalisés sur 3 sites
- Diagnostics prévus à court terme sur 3 sites
- 6 sites n'ont pas été diagnostiqués
- 5 sites sont inclus dans un dispositif spécifique pour l'insertion des personnes

## Villes concernées

- **Avignon**  
2 sites - 387 personnes
- **Le Pontet**  
6 sites - 302 personnes
- **Pertuis**  
2 sites - 32 personnes
- **Lamotte-du-Rhône**  
1 site - 16 personnes
- **Entraigues-sur-la-Sorgue**  
1 site - 11 personnes

## Intercommunalités concernées

- **Communauté d'agglomération du Grand Avignon**  
9 sites - 700 personnes
- **Métropole d'Aix-Marseille-Provence**  
2 sites - 32 personnes
- **Communauté de communes Rhône Lez Provence**  
1 site - 16 personnes

## Durée d'occupation des sites existants

- Durée moyenne : 123 mois
- 1 bidonville existe depuis 1960
- 1 bidonville depuis 1975
- 1 bidonville depuis 2008
- 1 bidonville depuis 2013
- 4 bidonvilles depuis 2017
- 4 bidonvilles depuis 2018

# 11<sup>ÈME</sup> RECENSEMENT NATIONAL

## JUILLET 2018

# VIENNE



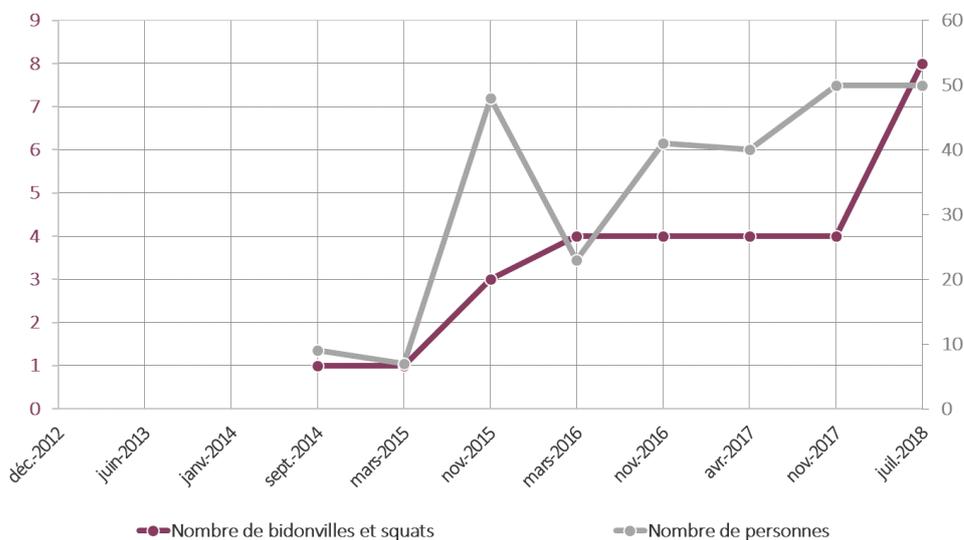
## Chiffres clés

- **50 personnes réparties sur 8 sites**  
**Le nombre de personnes vivant dans des bidonvilles est stable par rapport au recensement de décembre 2017** (50 personnes sur 4 sites)
- À l'échelle nationale, 33<sup>ème</sup> département le plus concerné  
0,31% de la population nationale vivant en bidonvilles

### Publics

- 6 sites avec un public intra-UE
- 2 sites avec un public extra-UE
- 11 mineurs (3 sites renseignés)

## Evolution depuis 2012



## Villes concernées

- **Poitiers**  
8 sites - 50 personnes

## Intercommunalités concernées

- **Grand Poitiers**  
8 sites - 50 personnes

## Types d'occupation

- 1 terrain
- 7 immeubles bâtis

## Nature des propriétaires (pour 7 sites renseignés)

- 3 propriétaires publics
- 4 propriétaires privés

## Diagnostics / Actions (pour 7 sites renseignés)

- Diagnostics réalisés sur 2 sites
- 5 sites n'ont pas été diagnostiqués
- Aucun diagnostic n'est prévu à court terme
- 1 site est inclus dans un dispositif spécifique pour l'insertion des personnes

## Durée d'occupation des sites existants (pour 7 sites renseignés)

- Durée moyenne : 13 mois  
1 bidonville existe depuis 2015  
1 bidonville depuis 2016  
3 bidonvilles depuis 2017  
2 bidonvilles depuis 2018

# 11<sup>ÈME</sup> RECENSEMENT NATIONAL JUILLET 2018

HAUTE-VIENNE



## Chiffres clés

- **80 personnes réparties sur 1 site**  
**Ce département participe pour la première fois à l'état des lieux national des bidonvilles**
- À l'échelle nationale, 27<sup>ème</sup> département le plus concerné  
0,50% de la population nationale vivant en bidonvilles

### Publics

- 1 site avec un public extra-UE
- Nombre de mineurs NC

### Villes concernées

- **Limoges**  
1 site – 80 personnes

### Intercommunalités concernées

- **Limoges Métropole**  
1 site – 80 personnes

### Types d'occupation

- 1 immeuble bâti

### Nature du propriétaire

- 1 propriétaire public

### Diagnostics / Actions

- Diagnostic prévu à court terme sur 1 site
- Le site n'est pas inclus dans un dispositif spécifique pour l'insertion des personnes

### Durée d'occupation du site existant

- Durée moyenne : 2 mois  
1 bidonville existe depuis 2018

# 11<sup>ÈME</sup> RECENSEMENT NATIONAL

## JUILLET 2018

# ESSONNE

91

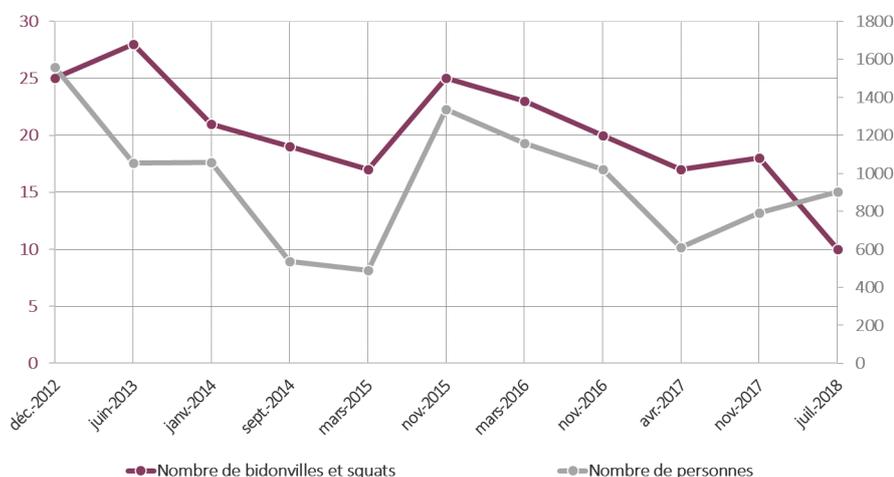
## Chiffres clés

- **903 personnes réparties sur 10 sites**  
**Le nombre de personnes vivant dans des bidonvilles a augmenté de 14% par rapport au recensement de décembre 2017**  
(793 personnes sur 18 sites)
- À l'échelle nationale, 6<sup>ème</sup> département le plus concerné  
5,61% de la population nationale vivant en bidonvilles

### Publics

- 9 sites avec un public intra-UE
- 1 site avec un public extra-UE
- 322 mineurs (8 sites renseignés)

## Evolution depuis 2012



## Types d'occupation

- 10 terrains

## Nature des propriétaires (pour 7 sites renseignés)

- 6 propriétaires publics
- 1 propriétaire privé

## Diagnostics / Actions

- Aucun diagnostic n'a été réalisé
- Aucun diagnostic n'est prévu à court terme
- Aucun site n'est inclus dans un dispositif spécifique pour l'insertion des personnes

## Villes concernées

- **Vigneux-sur-Seine**  
3 sites – 550 personnes
- **Brétigny-sur-Orge**  
1 site – 165 personnes
- **Bondoufle**  
1 site – 104 personnes
- **Ris-Orangis**  
1 site – 50 personnes
- **Villabé**  
1 site – 13 personnes
- **Lisses**  
2 sites – 11 personnes
- **Grigny**  
1 site – 10 personnes

## Intercommunalités concernées

- **Communauté d'agglomération Val d'Yerres Val de Seine**  
3 sites – 550 personnes
- **Communauté d'agglomération Grand Paris Sud**  
6 sites – 188 personnes
- **Cœur d'Essonne Agglomération**  
1 site – 165 personnes

## Durée d'occupation des sites existants

- Durée moyenne : 26 mois
- 1 bidonville existe depuis 2010
- 1 bidonville depuis 2012
- 1 bidonville depuis 2016
- 6 bidonvilles depuis 2017
- 1 bidonville depuis 2018

# 11<sup>ÈME</sup> RECENSEMENT NATIONAL

## JUILLET 2018

HAUTS-DE-SEINE



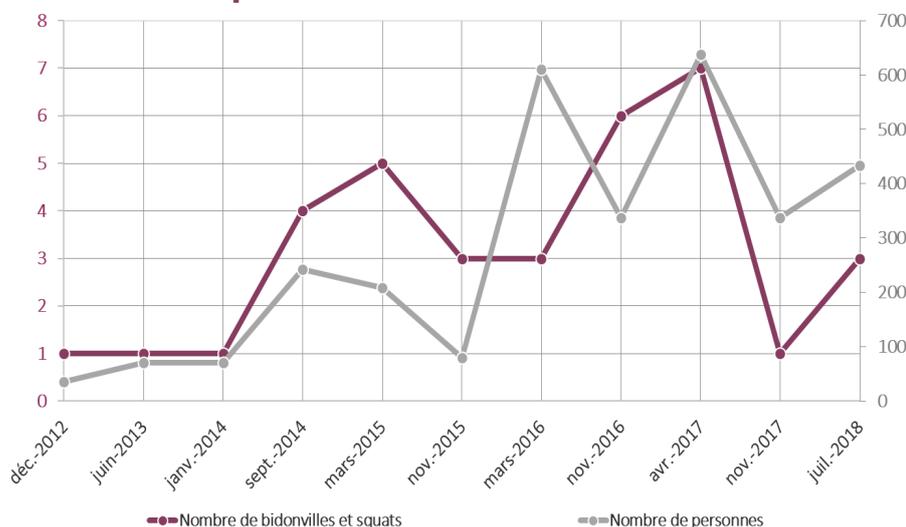
### Chiffres clés

- **433 personnes réparties sur 3 sites**  
**Le nombre de personnes vivant dans des bidonvilles a augmenté de 28% par rapport au recensement de décembre 2017** (337 personnes sur 1 site)
- À l'échelle nationale, 12<sup>ème</sup> département le plus concerné  
2,69% de la population nationale vivant en bidonvilles

#### Publics (2 sites renseignés)

- 2 sites avec un public intra-UE
- 117 mineurs (2 sites renseignés)

### Evolution depuis 2012



### Types d'occupation

- 3 terrains

### Nature des propriétaires

- 3 propriétaires publics

### Diagnostics / Actions

- Diagnostic réalisé sur 1 site
- Aucun diagnostic n'est prévu à court terme
- 2 sites n'ont pas été diagnostiqués
- Aucun site n'est inclus dans un dispositif spécifique pour l'insertion des personnes

### Durée d'occupation des sites existants

- Durée moyenne : 55 mois  
1 bidonville existe depuis 2006  
2 bidonvilles depuis 2017

### Villes concernées

- **Nanterre**  
2 sites - 383 personnes
- **Antony**  
1 site - 50 personnes

### Intercommunalités concernées

- **Métropole du Grand Paris - EPT Paris Ouest La Défense**  
2 sites - 383 personnes
- **Métropole du Grand Paris - EPT Vallée Sud Grand Paris**  
1 site - 50 personnes

# 11<sup>ÈME</sup> RECENSEMENT NATIONAL

## JUILLET 2018

SEINE-SAINT-DENIS



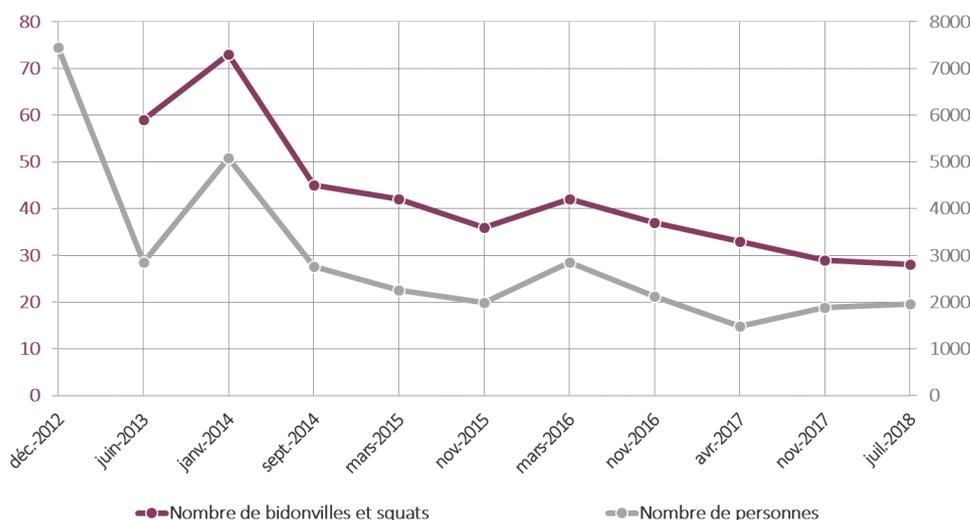
### Chiffres clés

- **1960 personnes réparties sur 28 sites**  
**Le nombre de personnes vivant dans des bidonvilles a augmenté de 4% par rapport au recensement de décembre 2017** (1887 personnes sur 29 sites)
- À l'échelle nationale, 1<sup>er</sup> département le plus concerné  
12,18% de la population nationale vivant en bidonvilles

### Publics (sur 21 sites renseignés)

- 20 sites avec un public intra-UE
- 1 site avec un public extra-UE
- 566 mineurs (20 sites renseignés)

### Evolution depuis 2012



### Types d'occupation (pour 20 sites renseignés)

- 19 terrains
- 1 immeuble bâti

### Nature des propriétaires (pour 24 sites renseignés)

- 16 propriétaires publics
- 8 propriétaires privés

### Diagnostics / Actions (pour 6 sites renseignés)

- Diagnostics réalisés sur 4 sites
- Aucun diagnostic n'est prévu à court terme
- 2 sites n'ont pas été diagnostiqués
- 2 sites sont inclus dans un dispositif spécifique pour l'insertion des personnes

### Villes concernées

- **Montreuil**  
6 sites - 520 personnes
- **Stains**  
10 sites - 380 personnes
- **Bondy**  
1 site - 350 personnes
- **Saint-Denis**  
2 sites - 275 personnes
- **Bobigny**  
1 site - 201 personnes
- **La Courneuve**  
1 site - 110 personnes
- **L'Île-Saint-Denis**  
1 site - 90 personnes
- **Aubervilliers**  
2 sites - 24 personnes
- **Sevran**  
1 site - 7 personnes
- **Neuilly-sur-Marne**  
1 site - 3 personnes
- **Bagnolet**  
1 site - NC
- **Noisy-le-Sec**  
1 site - NC

### Intercommunalités concernées

- **Métropole du Grand Paris - EPT Est Ensemble**  
10 sites - 1071 personnes
- **Métropole du Grand Paris - EPT Plaine Commune**  
16 sites - 879 personnes
- **Métropole du Grand Paris - EPT Paris Terres d'Envol**  
1 site - 7 personnes
- **Métropole du Grand Paris - EPT Grand Est**  
1 site - 3 personnes

### Durée d'occupation des sites existants (pour 16 sites renseignés)

- Durée moyenne : 51 mois
- 1 bidonville depuis 2009
- 4 bidonvilles depuis 2011
- 1 bidonville depuis 2012
- 1 bidonville depuis 2013
- 2 bidonvilles depuis 2014
- 3 bidonvilles depuis 2015
- 1 bidonville depuis 2017
- 3 bidonvilles depuis 2018

# 11<sup>ÈME</sup> RECENSEMENT NATIONAL JUILLET 2018

VAL-DE-MARNE



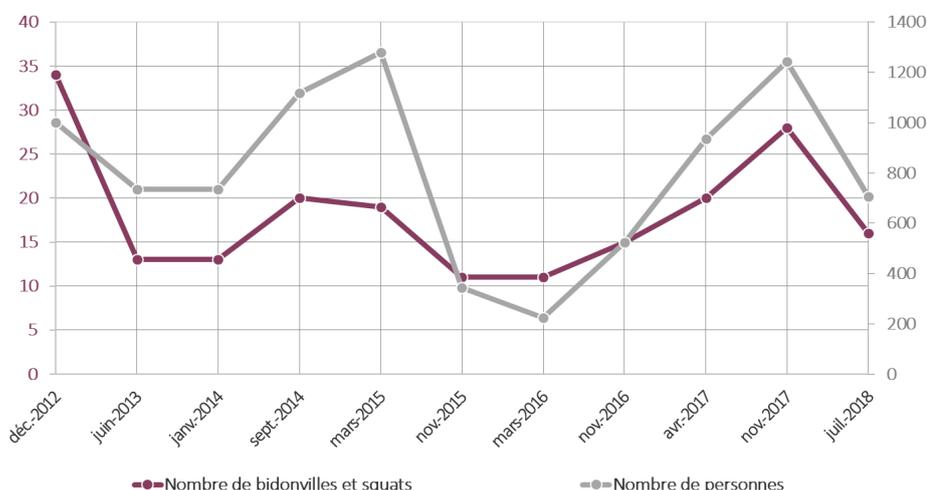
## Chiffres clés

- **707 personnes réparties sur 16 sites**  
**Le nombre de personnes vivant dans des bidonvilles a diminué de 43% par rapport au recensement de décembre 2017**  
(1242 personnes sur 28 sites)
- À l'échelle nationale, 10<sup>ème</sup> département le plus concerné  
4,39% de la population nationale vivant en bidonvilles

### Publics (11 sites renseignés)

- 11 sites avec un public intra-UE
- 249 mineurs (15 sites renseignés)

## Evolution depuis 2012



## Types d'occupation

- 16 terrains

## Nature des propriétaires

- 12 propriétaires publics
- 4 propriétaires privés

## Diagnostics / Actions

- Diagnostics réalisés sur 2 sites
- Diagnostics prévus à court terme sur 4 sites
- 10 sites n'ont pas été diagnostiqués
- 1 site est inclus dans un dispositif spécifique pour l'insertion des personnes

## Villes concernées

- **Choisy-le-Roi**  
2 sites - 250 personnes
- **Bonneuil-sur-Marne**  
3 sites - 218 personnes
- **Ivry-sur-Seine**  
2 sites - 93 personnes
- **Créteil**  
3 sites - 74 personnes
- **Vitry-sur-Seine**  
3 sites - 46 personnes
- **Fresnes**  
1 site - 10 personnes
- **Sucy-en-Brie**  
1 site - 10 personnes
- **Chennevières-sur-Marne**  
1 site - 6 personnes

## Intercommunalités concernées

- **Métropole du Grand Paris-Grand-Orly Seine Bièvre**  
11 sites - 399 personnes
- **Métropole du Grand Paris - Grand Paris Sud Est Avenir**  
5 sites - 308 personnes

## Durée d'occupation des sites existants (pour 15 sites renseignés)

- Durée moyenne : 33 mois
- 1 bidonville existe depuis 2010
- 1 bidonville depuis 2011
- 1 bidonville depuis 2012
- 1 bidonville depuis 2013
- 1 bidonville depuis 2014
- 2 bidonvilles depuis 2015
- 1 bidonville depuis 2016
- 4 bidonvilles depuis 2017
- 3 bidonvilles depuis 2018

# 11<sup>ÈME</sup> RECENSEMENT NATIONAL

## JUILLET 2018

# VAL-D'OISE

95

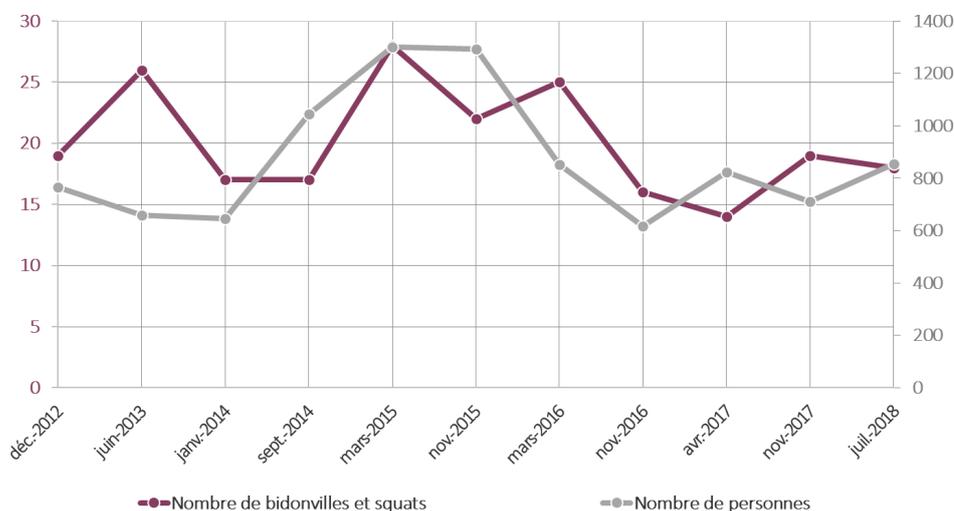
## Chiffres clés

- **854 personnes réparties sur 18 sites**  
**Le nombre de personnes vivant dans des bidonvilles a augmenté de 20% par rapport au recensement de décembre 2017**  
(712 personnes sur 19 sites)
- À l'échelle nationale, 8<sup>ème</sup> département le plus concerné  
5,31% de la population nationale vivant en bidonvilles

### Publics (sur 17 sites renseignés)

- 17 sites avec un public intra-UE
- 338 mineurs (17 sites renseignés)

## Evolution depuis 2012



## Types d'occupation

- 13 terrains
- 4 immeubles bâtis
- 1 mixte (terrain et bâti)

## Nature des propriétaires

- 8 propriétaires publics
- 10 propriétaires privés

## Diagnostics / Actions

- Diagnostics réalisés sur 4 sites
- Diagnostics prévus à court terme sur 2 sites
- 12 sites n'ont pas été diagnostiqués
- 2 sites sont inclus dans un dispositif spécifique pour l'insertion des personnes

## Villes concernées

- **Sarcelles**  
3 sites – 215 personnes
- **Méry-sur-Oise**  
2 sites – 211 personnes
- **Saint-Ouen-l'Aumône**  
3 sites – 200 personnes
- **Cergy**  
2 sites – 72 personnes
- **Gonesse**  
1 site – 60 personnes
- **Bezons**  
1 site – 20 personnes
- **Argenteuil**  
1 site – 16 personnes
- **Herblay**  
1 site – 16 personnes
- **Goussainville**  
1 site – 15 personnes
- **Montmorency**  
1 site – 11 personnes
- **Soisy-sous-Montmorency**  
1 site – 11 personnes
- **Osny**  
1 site – 7 personnes

## Intercommunalités concernées

- **Communauté d'agglomération Roissy Pays de France**  
5 sites – 290 personnes
- **Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise**  
6 sites – 279 personnes
- **Communauté de communes de la Vallée de l'Oise et des Trois Forêts**  
2 sites – 211 personnes
- **Communauté d'agglomération Plaine Vallée**  
2 sites – 22 personnes
- **Communauté d'agglomération Saint Germain Boucles de Seine**  
1 site – 20 personnes
- **Communauté d'agglomération Val Parisis**  
1 site – 16 personnes
- **Métropole du Grand Paris - EPT Boucle Nord de Seine**  
1 site – 16 personnes

## Durée d'occupation des sites existants (pour 15 sites renseignés)

- Durée moyenne : 33 mois
- 1 bidonville existe depuis 2000
- 1 bidonville depuis 2013
- 1 bidonville depuis 2015
- 4 bidonvilles depuis 2016
- 4 bidonvilles depuis 2017
- 4 bidonvilles depuis 2018

## L'ÉQUIPE DU PÔLE «RÉSORPTION DES BIDONVILLES»

Le pôle «résorption des bidonvilles» est intégré à la Dihal, placée sous l'autorité de :

**SYLVAIN MATHIEU**

*Délégué interministériel pour l'hébergement et l'accès au logement*

**MANUEL DEMOUGEOT - Directeur**

*manuel.demougeot@developpement-durable.gouv.fr*

**BÉATRICE DUPOUX - Conseillère «Éducation & Droits de l'enfant»**

*beatrice.dupoux@developpement-durable.gouv.fr*

**SOPHIE JACQUEMONT - Cheffe de projet**

*sophie.jacquemont@developpement-durable.gouv.fr*

**ALEXANDRE VISCONTINI - Conseiller «Travail & Emploi»**

*alexandre.viscontini@developpement-durable.gouv.fr*

## CONTACT

**adresse**

Arche Sud - 92 055 La Défense cedex

**tél.**

01 40 81 33 60

**e-mail**

pole-resorption-bidonville.dihal@developpement-durable.gouv.fr

**web**

dihal.gouv.fr

**facebook**

facebook.com/dihal.delegation.interministerielle

**twitter**

@dihal\_hl

**dihal**